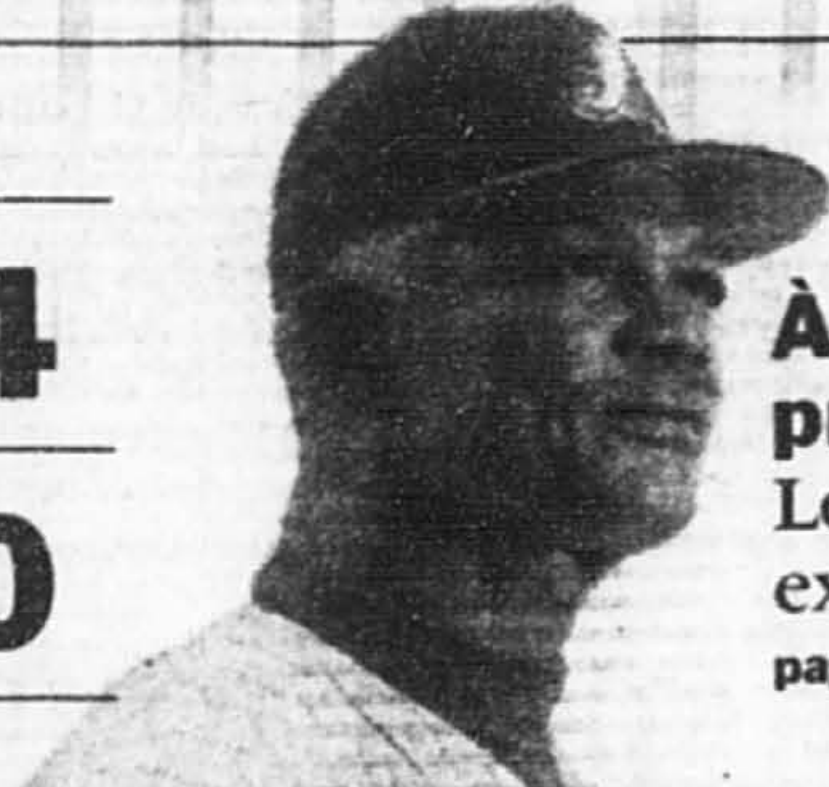


Baseball

Braves 4
Montreal Expos 0



À l'an prochain!
Les Expos sont exclus des séries
pages S2 à S5

Annabelle

La rentrée théâtrale de Marie Laberge

cahier Livres



Personnalité de la semaine
Lorraine Bilocq Lebeau
page A8



Lucien Bouchard

Bouchard rejette l'unilinguisme français

Il y va de la crédibilité du Québec comme État démocratique, dit-il

MARIO FONTAINE

Les militants péquistes peuvent faire leur deuil d'un retour à l'unilinguisme français au Québec aussi longtemps qu'ils auront Lucien Bouchard pour chef. Le premier ministre a en effet été on ne peut plus clair hier : pas question de rétablir l'unilinguisme, même si c'est ce que prévoit le programme du Parti québécois.

« Le retour à l'unilinguisme avec une clause dérogatoire, je vous le dis franchement, ne comptez pas sur moi pour faire cela », a déclaré

M. Bouchard devant 400 membres du PQ-Montréal-Ville-Marie. C'est que, dit-il, si le Parti québécois a une responsabilité première, pro-

fonde et fondamentale envers la promotion de la langue française, il a aussi une responsabilité fondamentale en ce qui concerne la crédibilité démocratique du Québec et l'intégrité de sa réputation comme État démocratique. Et que celles-ci seraient entachées par de nouveaux affrontements.

Ces propos ont été accueillis poliment, mais sans grand enthousiasme, par ces militants du nord et de l'ouest de la métropole. Ils s'adressaient tout autant à ceux de Montréal-Centre, qui discuteront

de la langue ce matin à l'occasion de leur propre congrès régional. Plusieurs d'entre eux sont considérés comme des « purs et durs » dans le dossier linguistique, réclamant notamment l'abolition de la loi 86 et le retour aux dispositions initiales de la Charte de la langue française.

Pour ce faire, il faudrait déroger à la constitution en recourant à la fameuse « clause nonobstant », une

Voir **BOUCHARD** en A2

■ Autres textes en page A4

Israël est intraitable: le tunnel est ouvert «pour toujours»

d'après AFP et Reuter
JÉRUSALEM

Israël a refusé hier de fermer le tunnel de la discorde à Jérusalem et a déployé des chars de combat en Cisjordanie où 17 Palestiniens ont été blessés lors de heurts, alors que les tractations se poursuivaient pour organiser un sommet israélo-palestinien.

Défiant les pressions internationales lui demandant de fermer le tunnel percé près des mosquées à Jérusalem, le premier ministre Benjamin Netanyahu a affirmé que le souterrain « est ouvert, restera ouvert, et sera ouvert pour toujours ». Il a accusé les Palestiniens de mentir au sujet du tunnel en affirmant qu'il menaçait les lieux saints islamiques, car il est « à 250 mètres de la mosquée la plus proche ».

Fermé provisoirement depuis vendredi pour le week-end, le souterrain qui date de l'époque de la dynastie juive asmonéenne (1^{er} siècle avant J.C.) ouvrira ce matin.

Le premier ministre israélien a attaqué la communauté internationale, accusée d'accepter la violence comme un moyen de négociation en réclamant la fermeture du tunnel. « Je dis que nous devons mettre un terme à la violence et à la confrontation. Nous ne pouvons pas revenir à la table de négociations tant que ce principe n'est pas admis », a-t-il dit.

À Tel Aviv, quelque 30 000 pacifistes israéliens ont manifesté dans la soirée pour réclamer que Netanyahu poursuive le processus de paix et que le président palestinien Yasser Arafat ordonne à sa police de ne plus tirer sur les soldats d'Israël.

« Si M. Netanyahu applique les accords d'autonomie, le camp de la paix sera à ses côtés, sinon nous ne le laisserons pas tranquille », ont affirmé plusieurs orateurs. Les ma-

Voir **ISRAËL** en A2

Nos actrices au boulot

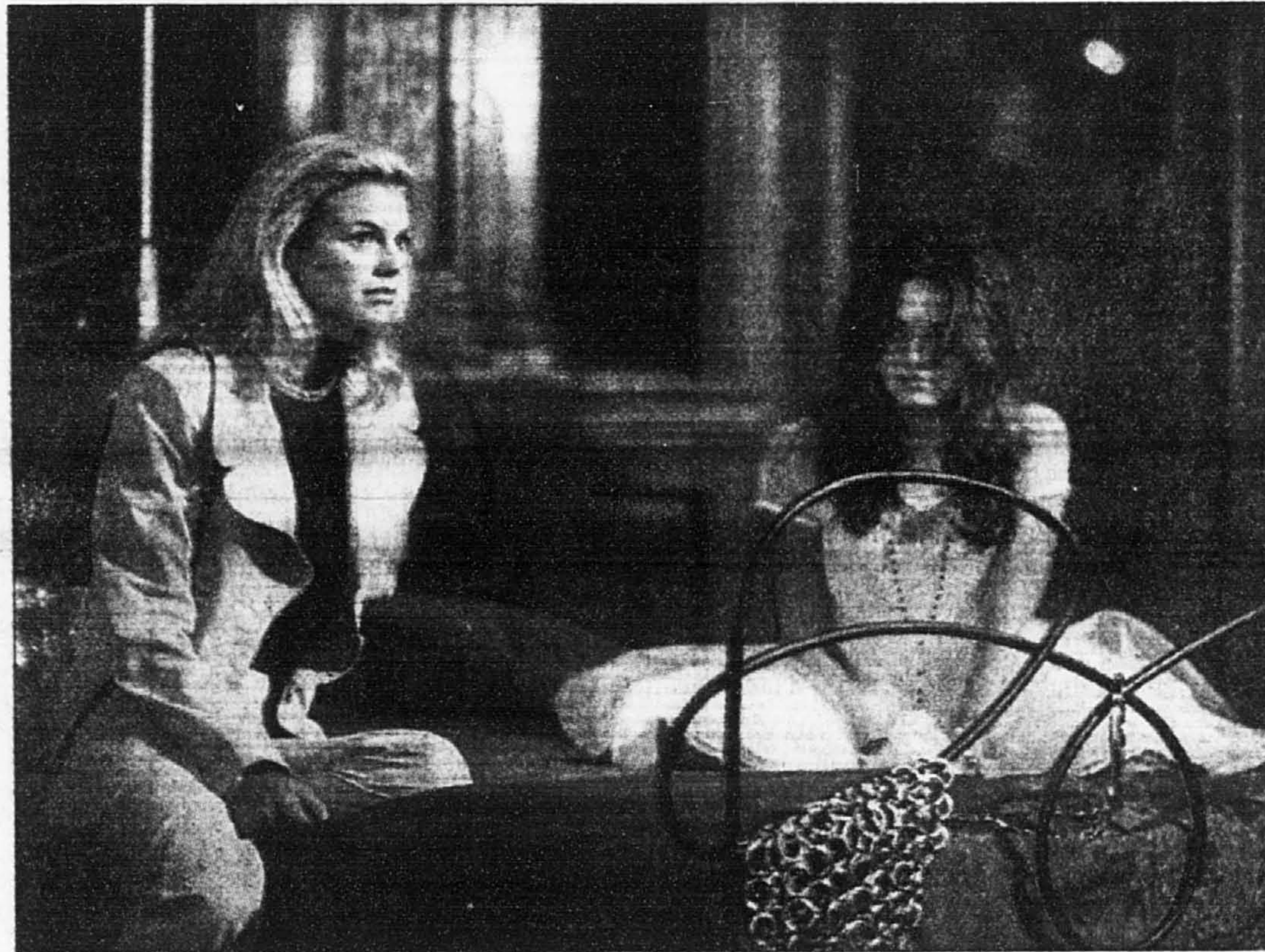


PHOTO La Presse

Montréal s'affirme davantage chaque jour comme ville de cinéma, et on a surpris deux de nos jeunes et belles actrices montréalaises : Caroline Néron (à gauche) et Lucie Laurier sur le plateau de tournage de nuit de Strip Search de l'Américain Rod Hewitt. Il s'agit d'un film d'action entièrement tourné dans la métropole, dont Lucie Laurier est l'héroïne, avec une majorité de techniciens et d'acteurs d'ici. Les deux vedettes de ce long métrage, qui aura coûté trois millions US, tiré d'un scénario de Tom Parkinson et qui sortira le printemps prochain, peuvent désormais rêver à Hollywood. Tous les espoirs leur sont permis. Le tournage est effectué dans une trentaine de lieux allant du Vieux-Port à l'Université de Montréal en passant par le Chalet du mont Royal et le Château Dufresne.

A lire en page B6

Le nombre de membres en règle du PLQ n'a jamais été aussi bas

DENIS LESSARD
TROIS-RIVIÈRES

Le nombre des membres du Parti libéral du Québec atteint un creux sans précédent depuis 20 ans. Au PLQ on compte actuellement 100 000 membres, un niveau inconnu depuis 1982, au lendemain de la défaite de Claude Ryan aux élections générales. En outre, a appris *La Presse*, le nombre des « membres en règle » c'est-à-dire en possession d'une carte qui n'est pas échue, est encore plus bas, de l'ordre de 60 000 membres. Ce chiffre, et les problèmes financiers du PLQ, sont ressortis vendredi soir lors de la réunion à huis clos de la trentaine de membres de l'exécutif du PLQ, à la veille du conseil général du PLQ.

Pour leur rassemblement d'automne, les 400 délégués ont adopté une résolution blâmant à l'avance Québec pour les compressions à venir. Le chef Daniel Johnson a même pris le micro pour réclamer le maintien du Conseil permanent de la jeunesse, que veut abolir le gouvernement Bouchard. Les jeunes libéraux ont fait adopter une motion pour « dénoncer vigoureu-

Voir **LE NOMBRE** en A2

■ Autres textes en page A7

Le petit gars de Hope

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale, HOPE

En marchant dans les rues désertes de la ville natale de Bill Clinton, par un dimanche après-midi, un visiteur ne peut combattre un certain émerveillement. Si le rêve américain existe, c'est à Hope, un trou perdu au fin fond de l'Arkansas, qu'il a produit un de ses miracles les plus étonnants.

Hope! La légende clintonienne commence par ce nom, qui signifie espoir. Drôle d'espoir quand même pour celui qui a vu le jour sans



connaître son père, mort dans un accident de voiture, et dont la mère allait se remarier avec un alcoolique qui la battait et la trompait...

Rue Hervey, la maison natale de Clinton, une bâtisse carrée sans élégance, est toujours debout, sur le bord d'une voie ferrée qui sépare encore aujourd'hui les Blancs et les Noirs de la ville. À la fin des années 40, dans le sud des États-

Unis, il ne fallait pas avoir beaucoup d'argent pour vivre à un tel endroit. Il fallait être « white trash », petits blancs. Et c'est ce que la famille de Clinton était.

Bill Clinton n'est certes pas le premier président des États-Unis à être issu d'une petite ville de l'Amérique profonde. Mais la distance entre Hope et la Maison-Blanche n'a peut-être pas d'égalé dans l'histoire américaine.

Un complexe d'infériorité? Pas seulement à cause de l'isolement de la ville, mais aussi à cause de l'obscurité de l'Arkansas, un petit État de 2,5 millions d'habitants limité au sud par la Louisiane, à l'ouest par le Texas et l'Oklahoma,

au nord par le Missouri et à l'est par le Tennessee et le Mississippi.

« Les gens qui ont grandi en Arkansas ont tendance à dire qu'ils souffrent d'un complexe d'infériorité », dit Rex Nelson, un ancien journaliste à l'*Arkansas Gazette*. « Mais pour avoir un complexe d'infériorité, il faut que quelqu'un vous regarde de haut. Or personne ne regardait les gens de l'Arkansas. C'est comme si nous ne faisons pas partie de la conscience nationale.

« Même George Bush ne savait pas où se trouvait l'Arkansas. Lors de la campagne électorale de 1992, il a soutenu que l'Arkansas était un

Voir **LE PETIT** en A2

INDEX

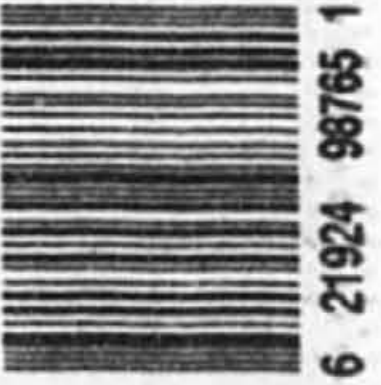
| | | | | | | |
|-------------------|----------------------|----|-----------------------|--------|-------------------|----------|
| Annonces classées | - affaires | A5 | Génies en herbe | B11 | Politique | A4, A7 |
| - Index | Arts et spectacles | | Étes-vous observateur | C5 | Mots croisés | B11, C7 |
| - Immobilier | - Horaire spectacles | B8 | Horoscope | C6 | Sciences | B11, B12 |
| - Marchandises | - Télé-horaire | B8 | Le bridge | C10 | Têtes d'affiche | B10 |
| - Emplois | Bandes dessinées | C8 | Le monde | A6 | Tabloïd Sports | |
| - Automobile | Décès | C9 | Loteries | A2, A4 | - Réjean Tremblay | S5 |

SANTÉ

L'obésité: une affaire de corps et de tête
- Cahier C

MÉTÉO

Ciel variable
Max. 16, min. 12
Cahier Sports,
page 16



GERMAIN LARIVIERE

4060, boul. Laurier, Sainte-Rosalie
(sortie 138 de l'autoroute 20)
1 800 363-1336 • 566-8691
Sainte-Rosalie Montréal

100% MAYTAG 100%

GARANTIE de REMBOURSEMENT à 100%
sur LAVEUSES ET SÈCHEUSES

ESSAYEZ VOTRE -NOUVELLE- LAVEUSE OU SÈCHEUSE
MAYTAG PENDANT 40 JOURS... SI VOUS N'ÊTES PAS
SATISFAIT À 100% - NOUS LA RACHÈTERONS!

Une primeur mondiale!
Agitateur vertical géant

Peut laver des charges 33% plus grosses

Suites de la une

Bouchard rejette l'unilinguisme français

BOUCHARD / Suite de la page A1

procédure qui avait causé un tort considérable à Robert Bourassa en 1989. Le Canada anglais en avait été ulcéré, et d'aucuns attribuent l'échec de l'accord du lac Meech à la grogne qui s'en était suivie.

Le premier ministre Bouchard refuse même d'imaginer un recours à la clause non-obstant. « Je ne peux pas envisager l'hypo-

thèse où le Parti québécois invoquerait une clause dérogatoire mettant de côté les droits fondamentaux de notre Charte pour quelque solution que ce soit en matière linguistique. Il y a d'autres solutions que celle-là », de soutenir M. Bouchard.

Agir ainsi serait avouer que cette mesure législative ne passe pas le test des droits de la personne, ce qui serait de nature à ternir l'image du Québec. Certes le premier ministre se préoccupe-t-il lui aussi de la protection

des français. Mais il trouve que le dossier évolue positivement depuis quelques semaines, et estime qu'il faut éviter la précipitation et ne pas succomber aux provocations d'une poignée d'activistes.

La loi 86, actuellement en vigueur, est une mauvaise loi, tranche le chef souverainiste. Mais revenir à l'unilinguisme serait selon lui aller à l'autre extrémité du spectre. Il préfère chercher une solution entre ces deux pôles, assurer le maintien de l'harmonie sociale et,

surtout, éviter une nouvelle guerre linguistique.

Reste à voir s'il aura convaincu ses propres troupes, qui tiennent depuis quelques semaines une série de congrès régionaux en vue du congrès national de novembre. On reformulera alors le programme du parti, et c'est avec cette nouvelle mouture que les péquistes affronteront l'électorat d'abord lors d'élections générales, puis pour un référendum sur la souveraineté par la suite.

Israël est intraitable: le tunnel est ouvert «pour toujours»

ISRAËL / Suite de la page A1

nifestants ont également appelé le gouvernement à laisser les « Palestiniens créer un État indépendant ».

« Les victimes qui sont mortes ces derniers jours ont été tuées pour rien », a affirmé l'ancien maire (Likoud) de Tel-Aviv Shlomo Lahat. Le secrétaire général du mouvement des Kibboutzim Avshalom Gilan a pour sa part déclaré que durant « les cent premiers jours de son gouvernement, M. Netanyahu est parvenu à plonger le Moyen-Orient dans la plus totale confusion ».

Les États-Unis ont proposé pendant ce

temps d'accueillir un sommet israélo-arabe « le plus vite possible » pour calmer la situation et sauver le processus de paix, selon une source gouvernementale israélienne. Le président Bill Clinton a proposé d'inviter non seulement M. Netanyahu et le président palestinien Yasser Arafat, mais aussi le président égyptien Hosni Moubarak et le roi Hussein de Jordanie, a-t-on affirmé.

Un porte-parole de M. Arafat a cependant indiqué que les Palestiniens insistent pour une rencontre tripartite au Caire, regroupant MM. Arafat et Netanyahu et le président égyptien Hosni Moubarak. Les Israéliens en revanche voulaient une rencontre bilatérale entre MM. Arafat et Netanyahu à Erez, à la frontière entre la bande de Gaza et Israël.

Treize Palestiniens ont été blessés dans les territoires occupés lors de heurts avec l'armée israélienne, pour le quatrième jour consécutif de violences. La police palestinienne a ramené le calme en dispersant à la matraque des manifestations anti-israéliennes, après des affrontements dans lesquels 63 Palestiniens et 14 militaires israéliens ont trouvé la mort depuis mercredi.

Le commandant des forces d'occupation israéliennes en Cisjordanie, le général Uzi Dayan, a cependant estimé n'avoir « aucune garantie que l'accalmie se poursuive ». Il a affirmé que l'armée allait désormais utiliser « des chars, des hélicoptères de combat et des tireurs d'élite » pour écraser toute révolte

palestinienne. « Si nos soldats sont en danger, il faudra faire tirer les chars », a-t-il dit.

Le général Dayan a dévoilé un nouveau plan baptisé « champ d'épines » qui vise à répondre à « une nouvelle situation qui s'est créée sur le terrain », car « trop de lignes rouges ont été violées et il y a eu trop de casse », selon lui. « La situation créée par les émeutes va durer longtemps », a-t-il dit.

Le plan israélien prévoit la poursuite du bouclage total de la Cisjordanie imposé depuis jeudi, l'isolement des villes palestiniennes autonomes par l'armée, le déploiement de renforts autour des implantations où vivent quelque 140 000 colons et des routes menant à ces colonies.

Le nombre de membres en règle du PLQ n'a jamais été aussi bas

LE NOMBRE / Suite de la page A1

sement les intentions malhonnêtes du gouvernement péquiste », qui veut ramener l'âge du droit de vote de 18 à 16 ans. Le PLQ demande aussi le maintien des subventions aux écoles privées. Un texte plus contentieux, contre le transfert des vols de Mirabel à Dorval, a été mis de côté. Résolution surprise; les députés libéraux affirment que compte tenu du bien-être des Québécois, « on ne devrait jamais tenir un autre référendum sur la séparation du Québec ». Les jeunes libéraux votèrent contre, après qu'un des leurs eut été hué pour avoir affirmé qu'il ne

« fallait pas fermer de portes ». En coulisses, déjà les dirigeants du parti s'assurent de la plus parfaite loyauté à Daniel Johnson dans le choix des présidents d'associations et des membres des différents comités formés en prévision du congrès de mars 1997, à Québec, où le leadership du PLQ sera soumis à un vote de confiance.

Les membres

À La Presse, hier, le président du PLQ, Jacques Lamoureux, et son directeur général Serge Marzil ont affirmé avec force que le parti comptait « autour de 100 000 membres », ce qui comprend les gens qui n'ont pas renouvelé leur carte de membre depuis 90 jours. D'autres sources à l'interne soutien-

ent que le rythme des renouvellements ne parvient pas, présentement, à contrebalancer les cartes venues à expiration. Le fait qu'il n'y ait pas d'élections à l'horizon n'est pas de nature à accroître le membership, explique de son côté M. Marzil. Des vétérans libéraux rappellent toutefois que sous Claude Ryan, au début des années 80, le PLQ comptait 165 000 membres. Il avait chuté à 100 000 en 1982, au moment du départ de M. Ryan. Juste avant les élections de 1985, à l'approche d'une victoire prévisible le PLQ avait grimpé à 200 000 membres.

Du point de vue du membership, « c'est un peu la traversée du désert, c'est normal pour un parti d'opposition », résumera Jean-

Marc Fournier, député de Châteauguay. « C'est comme un parti d'opposition, on est en reconstruction, en renouvellement de programme et de membership », constate de son côté Georges Farrah, député des Îles-de-la-Madeleine. L'ensemble des associations de comités doit être renouvelé cette année — une opération biennale au PLQ — ce qui explique un peu le flottement dans le recrutement et le financement, surtout dans les comités sans député, explique le président du PLQ Jacques Lamoureux. « C'est évident que le financement n'est pas facile, on est passé en 1994 pour l'élection, en 1995 pour le référendum », ajoute-t-il.

Le petit gars de Hope

LE PETIT / Suite de la page A1

petit État quelque part entre le Texas et l'Oklahoma. Or la seule chose qui sépare le Texas et l'Oklahoma, c'est la rivière Rouge ! »

La situation a évidemment changé depuis l'élection de Clinton à la Maison-Blanche. En Arkansas, même les adversaires politiques du président lui sont reconnaissants d'avoir mis leur État sur la carte.

Le respect d'un pasteur

« Tout le monde sait désormais où se trouve l'Arkansas », dit le gouverneur de l'État, Mike Huckabee, au cours d'un entretien à son bureau de Little Rock, la capitale. « C'est un plus. »

Huckabee est aux antipodes de Clinton sur le plan politique. Républicain et conservateur, il a été pasteur d'une congrégation baptiste avant de se lancer en politique. Mais il a au moins un point commun avec le président. Il vient lui aussi de Hope. « Étant né dans la même ville que Bill Clinton, j'ai

énormément de respect pour ce qu'il a accompli, même si nous sommes très différents politiquement et idéologiquement, dit Huckabee. Il s'est fixé très tôt dans la vie l'objectif d'être président et il y est arrivé. Cela en dit long sur les possibilités qui s'offrent vraiment dans ce pays à ceux qui veulent rêver de grands rêves. À plusieurs égards, Clinton est l'incarnation du rêve américain. « Voici un garçon, issu d'une petite ville, dans un État relativement obscur, qui grandit dans une famille franchement dysfonctionnelle, dans des circonstances très difficiles, et qui réussit quand même à s'élever à la présidence des États-Unis. »

Pour plusieurs citoyens de l'Arkansas, cependant, le reste de l'histoire est pas mal moins positif.

Monsieur Personne

Car l'élection de Clinton n'a pas seulement contribué à mettre l'Arkansas sur la carte. Elle a aussi levé le voile sur les relations incestueuses entre les politiciens et les gens d'affaires de l'État. Qu'on songe à l'af-

faire Whitewater.

« Pendant longtemps, l'image de l'Arkansas a été liée au gouverneur Orval Faubus, qui avait lutté contre l'intégration raciale des écoles de Little Rock en 1957 », explique Gene Lyon, auteur de deux livres sur la vie politique de l'État. « Et c'est ce qui explique en grande partie l'euphorie qui a accueilli la victoire de Clinton en 1992. Les gens d'ici se sont dit, Dieu merci, tout cela est oublié. Et puis l'affaire Whitewater nous est tombée dessus. Nos politiciens n'étaient plus accusés de racisme, mais de corruption. » Dans son dernier livre, intitulé *Fools for Scandal*, Lyon accuse à son tour les médias nationaux d'avoir étalé leurs préjugés en montant en épingle l'affaire Whitewater.

« Bush n'aurait jamais subi le même traitement, dit-il. Il est né dans une famille riche, il a fréquenté Yale et son père était sénateur (du Connecticut). Clinton a essuyé le mépris qui est réservé dans la plupart des sociétés aux arrivistes. Je veux dire : il est Monsieur Personne de Nulle Part. »

Le contraire de marié? Libre!

Associated Press, ROME

Quel est le contraire de « mari (é) »? « Libre », selon l'administration italienne.

Les autorités ont en effet décidé de mettre en place une nouvelle réglementation concernant les cartes d'identité. Ainsi, les papiers ne mentionneront plus la raison expliquant le statut de personne seule. À la place de divorcé, veuf ou célibataire, les cartes porteront simplement la mention « Libero », ou libre.

En revanche, les gens mariés continueront à être identifiés comme tels.

Hier, le quotidien *Il Messaggero* a rapporté que des gens s'étaient plaints des termes mentionnés sur leur carte. D'après certains, le mot « veuf » ne leur portait pas chance et « divorcé » faisait mauvais genre.

La Presse

Renseignements : 285-7272

Abonnement : 285-6911

Lundi au vendredi de 7 h à 17 h 30

Samedi et dimanche de 7 h à midi

Rédaction : 285-7070

Promotion : 285-7100

Annonces classées : 285-7111

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Décès, remerciements : 285-6816

Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes Annonces

Détailants : 285-6931

National, TéléPlus : 285-7306

Carrières et professions,

Nominations : 285-7320

Comptabilité

Grandes annonces : 285-6892

Annonces classées : 285-6900

La Presse est publiée par:

La Presse, Ltée,

7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y1K9.

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuter. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

«Envois de publication canadienne -

Contrat de vente numéro 0531650»

Port de retour garanti. (USPS003692)

Champlain N.Y. 12919-1518.

Code du jour
39-7

Dimanche, 29 septembre 1996

LOTÉRIES

La quotidienne

à trois chiffres : 8-8-6

à quatre chiffres : 4-3-1-2

6/49 : 20-30-32-39-41-42 Compl.26

: avec extra

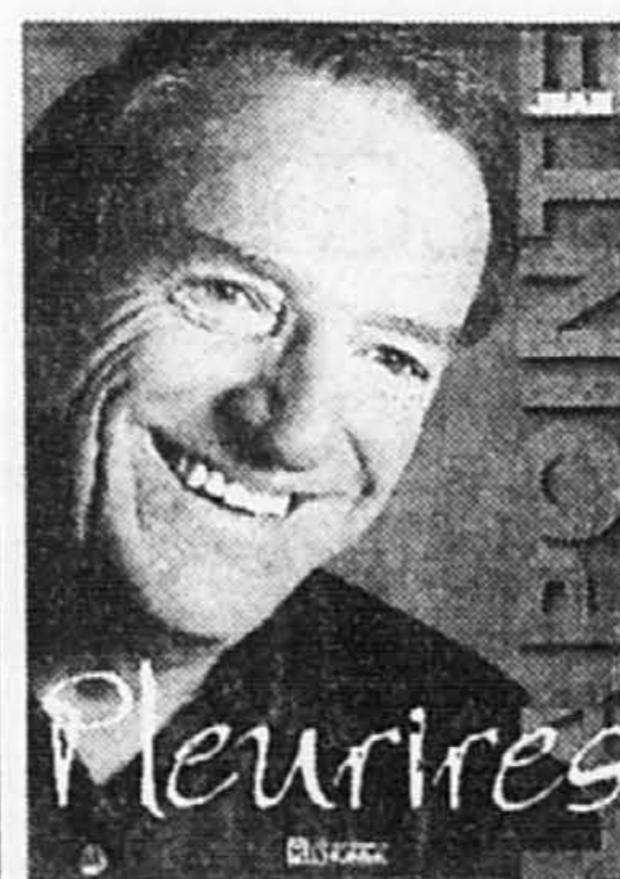
5-4-8-7-1-9

GERMAIN BOURGEOIS
et RENÉ PERREAULT

Précision

■ La photo publiée hier en accompagnement du dossier sur les « hedge funds », en page F1, n'était pas celle de M. René Perreault, mais bien celle de M. Germain Bourgeois. Nos excuses.

DEMAIN DANS LA PRESSE

Le feuilleton
est de retour
dans nos pages

Pleurires, de Jean Lapointe, sera publié en feuilleton, à compter de demain. Nos lecteurs retrouveront la publication du feuilleton dans les pages des petites annonces, aux côtés du mot mystère.

QUESTION DU JOUR

Le service

InfoBref Bell

Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour. Pour faire
connaître votre opinion, composez le 875-2355;
au son de la voix, faites le 220.

Une majorité de Québécois souhaite que le prochain référendum sur la souveraineté du Québec n'ait pas lieu avant dix ans, révèle un sondage Som-La Presse. Êtes-vous d'accord avec cette idée?

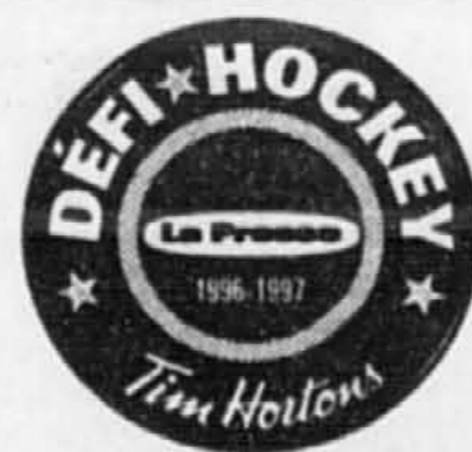
Le premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président palestinien Yasser Arafat parviendront-ils à mettre rapidement un terme au bain de sang qui sévit actuellement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza? À cette question posée hier, le pourcentage des réponses a été:

Oui: 24 %
Non: 76 %



La Presse

Le pool
de hockey
par excellence!



INSCRIVEZ-
vous! dès
demain

Montréal métro

L'EXPRESS
DU MATIN



Jamais un client majeur n'a été privé d'électricité aussi longtemps

Panne de plus de 48 heures à l'Université McGill

ERIC TROTTIER

Pour la première fois de son histoire, Hydro-Québec s'est retrouvée hier soir avec un client majeur privé d'électricité depuis plus de 48 heures.

La société d'État tentait toujours en vain de début de nuit de raccorder l'Université McGill, ses dizaines de bâtiments et ses 35 000 étudiants à son réseau électrique, après une deuxième journée où toutes les activités universitaires et culturelles avaient dû être annulées.

« Plus rien ne fonctionne. Nous tentons de déplacer nos colloques de même qu'un concert (prévu hier soir à la salle Pollack), mais toutes les autres activités sont annulées et nous ne savons toujours pas quand elles reprendront », a déclaré le directeur du développement des installations de l'univer-

sité, Roy Dalbozik, qui commençait à émettre de sérieuses doutes sur la fiabilité des infrastructures souterraines d'Hydro-Québec au centre-ville.

Rappelons que cette panne généralisée, qui a empêché vendredi les 35 000 étudiants de l'université de vaquer à leurs occupations régulières, a été engendrée à la suite de la rupture du circuit principal de 25 000 volts reliant Hydro à McGill.

Ce circuit avait connu plusieurs problèmes depuis deux semaines. Comme tous les « clients primaires » d'Hydro-Québec, l'Université McGill dispose d'un circuit de secours qui doit prendre la relève du circuit principal en cas de pépin. Il y a sept jours, Hydro a branché l'université sur ce second circuit, qui a flanché à son tour vendredi en raison d'un câble défectueux.

Comme on n'arrivait à réparer

aucun des deux circuits, Hydro a tenté d'alimenter l'université à l'aide d'une troisième ligne de 25 000 volts, vendredi soir, mais cette dernière présentait elle aussi des anomalies techniques. Pour des raisons de sécurité, Hydro a préféré ne pas l'utiliser.

Hier après-midi, les employés d'Hydro s'affairaient à brancher l'université sur une... quatrième ligne de haute tension, et la porte-parole de la société d'État, Claire Lalonde, croyait alors que le travail serait terminé en milieu de soirée. « Pendant tout le week-end, nos équipes vont également tenter de remettre en fonction les deux circuits défectueux normalement attribués à l'université », a-t-elle précisé.

Pour sa part, la direction de l'université commence à peine à évaluer les dégâts. Vendredi, on a réussi à sauver les spécimens de recherche de la faculté de médecine

et ceux du département de géologie en branchant les énormes réfrigérateurs sur quatre génératrices de secours. Hier midi, une cinquième génératrice a été reliée à la résidence de la rue Sherbrooke qui abrite 150 étudiantes.

Jusqu'à maintenant, McGill a défrayé 100 000 \$ pour ces génératrices. « Nous ne connaissons l'ampleur des dommages que lorsque les professeurs auront inspecté leurs laboratoires, lundi matin », a ajouté M. Dalbozik.

Et qui paiera la note? « Nous avons déjà prévu une rencontre entre Hydro et l'Université McGill pour discuter des frais encourus par cette panne », a expliqué Mme Lalonde qui, au nom d'Hydro-Québec, se confondait en excuses, hier, pour ce « week-end horrible ».

Voilà un beau dossier pour le nouveau PDG d'Hydro-Québec, André Caillé, qui entre en poste demain matin.

Double noyade

Un homme et une femme ont perdu la vie hier matin à la suite d'un accident de plongée sous-marine survenu au large de Sainte-Luce-Sur-Mer, près de Rimouski. On ignore les circonstances exactes du drame, mais les deux corps sont remontés à la surface du fleuve Saint-Laurent, inertes. Des manœuvres de réanimation n'ont rien donné. L'identité du couple n'a pas encore été divulguée. L'homme et la femme participaient à la plongée à proximité de l'épave du navire Empress of Ireland.

Carambolage sur la 40

Le déversement d'un camion rempli d'huile végétale sur la chaussée de l'autoroute 40, près de Vaudreuil, a causé un carambolage d'une dizaine de véhicules, à 11 h hier matin, avant de créer un bouchon de plusieurs kilomètres qui a retardé des milliers d'automobilistes se dirigeant vers Montréal. Personne n'a été blessé dans la série de collisions qui ont suivi le déversement, mais la Sûreté du Québec a dû fermer cette portion de l'autoroute pour faire nettoyer la chaussée devenue glissante. Jusqu'à 18 h30, les automobilistes ont dû détourner leur route et emprunter des chemins de campagne qui traversaient trois villages, avant de reprendre l'autoroute 40 à Sainte-Anne-de-Bellevue.

Drogue dangereuse

Les autorités sanitaires canadiennes ont lancé samedi une mise en garde à la suite d'une saisie d'ecstasy d'une variété particulièrement puissante et dangereuse. « C'est la première fois que nous tombons sur ce type de drogue au Canada, si puissante qu'elle peut être mortelle », a indiqué l'inspecteur Dale Begbie, de la section spécialisée des stupéfiants de la GRC. Cette nouvelle drogue contient au moins 300 milligrammes de substance toxique, contre 75 à 100 milligrammes pour les pilules plus courantes, selon le docteur George Mattock, directeur du bureau des stupéfiants des services canadiens de santé. « Prendre une seule pilule, c'est comme prendre une overdose », a-t-il ajouté.

Laval en mission

Une vingtaine de représentants d'entreprises et d'organismes lavallois, avec le maire Gilles Vaillancourt à leur tête, se sont envolés vers la France aujourd'hui pour une mission économique. Les participants à cette mission, qui durera jusqu'au cinq octobre, sont les dirigeants de huit entreprises œuvrant dans les technologies de l'information et la biotechnologie, ainsi que ceux de la Chambre de commerce, de l'Office du tourisme et de la Société Laval en fleurs. En vertu d'une entente conclue en mai dernier avec la ville de Nice, la mission doit servir à explorer les marchés européens d'exportation et à rencontrer d'éventuels partenaires.

Travaux dans le métro

La ligne 4 du métro, qui relie Longueuil à Montréal, sera fermée aujourd'hui en raison de la poursuite de travaux de réfection dans le tunnel. Des autobus faisant la navette entre la station de métro Papineau et Longueuil, ainsi qu'entre la station McGill et l'Île Sainte-Hélène, sont disponibles pour les usagers qui désirent utiliser les transports en commun dans cet axe. Par ailleurs, le service d'autobus sur les lignes 24, 30, 38, 55, 57, 61, 80, 107, 125, 129, 168 et 404A sera temporairement perturbé en milieu de journée en raison de la « Marche pour le SIDA ».

Accusations retirées

La série d'accusations criminelles déposée en mai contre Me Philip Chrysaferidis, un commissaire de la Commission de l'immigration et du statut du réfugié à Montréal soupçonné d'avoir harcelé une ex-conjointe, a finalement été retirée vendredi. Son avocat, Me Jérôme Choquette, a indiqué hier que la Couronne avait décidé « faute de preuve » de faire marche arrière en Cour de Québec. M. Chrysaferidis, qui est actuellement suspendu sans solde, déplore que sa réputation ait été « injustement entachée ».

Deux hôtels toujours en grève

CHARLES GRANDMONT

En grève depuis près de deux mois, les 160 employés de l'Hôtel des Gouverneurs Place-Dupuis et les 270 du Radisson-Gouverneurs ont largement rejeté vendredi soir les dernières offres patronales.

La protection des emplois et de l'accréditation syndicale en cas de vente ou de changement de gestionnaire constitue la principale

pièce d'achoppement des négociations entre les syndicats affiliés à la CSN et la Caisse de dépôt et de placement du Québec, qui est propriétaire des deux hôtels par le biais de sa filiale, la Société Immobilière Trans-Québec.

« Tant que le gouvernement du Québec n'aura pas modifié l'article 45 du Code du travail pour enfin mettre les employés et leurs syndicats complètement à l'abri des

changements administratifs ou corporatifs, les syndiqués doivent se prémunir en négociant dans leur convention collective des textes allant dans ce sens », a fait valoir hier le président de la CSN, Gérald Larose.

M. Larose souhaite que la Caisse de dépôt et de placement du Québec s'inspire de l'exemple de l'Hôtel Westin Mont-Royal, où la CSN a convaincu le mois dernier la par-

tie patronale de s'engager à protéger l'accréditation syndicale si l'hôtel venait à être vendu ou si une nouvelle administration était nommée.

La CSN a négocié avec succès le renouvellement de 14 conventions collectives dans le cadre de sa campagne dans le secteur de l'hôtellerie. Les négociations se poursuivent toujours dans 11 autres hôtels où la CSN est présente.



PHOTO MAURICE THIBODEAU, collaboration spéciale

Trois adolescents arrêtés

Trois adolescents de Laval ont été arrêtés hier matin après avoir pénétré à l'intérieur d'un club vidéo avec une... voiture volée. Les trois jeunes venaient d'être localisés par la police à bord de l'auto dérobée la veille à Montréal, en fin de nuit, lorsqu'ils ont tout bonnement abandonné leur véhicule en marche. Celui-ci a arrêté sa course dans ce commerce du boulevard Curé-Labelle. Pendant ce temps, les trois jeunes ont fui à pied, mais les policiers ont eu tôt fait de leur mettre la main au collet. Ils seront inculpés demain devant le Tribunal de la jeunesse.

Bataille juridique pour légaliser la prostitution

MARC THIBODEAU

Elliot Shaw, un avocat de West Palm Beach, mène tambour battant depuis quelques années une ambitieuse bataille devant les tribunaux américains afin de contraindre les autorités à légaliser la prostitution.

« La situation actuelle condamne la majorité des prostituées à travailler dans des conditions misérables, en marge de la société, alors que leurs activités sont parfaitement légitimes. Ça ne peut pas durer », affirme Me Shaw.

À la demande d'une amie qui a travaillé près de cinq ans comme call-girl de luxe, celui-ci a présenté en 1994 devant un tribunal fédéral de la Floride une requête en jugement déclaratoire visant à obtenir le retrait de l'interdit juridique. La cause est toujours pendante.

L'avocat base son argumentation sur le célèbre jugement Roe vs. Wade, qui affirmait en 1973 le

droit des femmes à l'avortement. « Si elles peuvent disposer de leur corps pour interrompre leur grossesse, pourquoi ne pourraient-elles pas s'en servir pour avoir des relations sexuelles payantes? », demande-t-il.

D'autant plus que l'avortement, poursuit l'avocat, constitue qu'on le veuille ou non un acte « destructeur » par opposition à la prostitution, qui n'interfère avec les droits fondamentaux de personne.

La Cour suprême américaine, note par ailleurs Me Shaw, a reconnu à plusieurs reprises que le droit des citoyens d'avoir des relations sexuelles est fondamental. Pourquoi de telles relations, lorsqu'elles s'accompagnent d'un échange monétaire, devraient-elles être jugées criminelles?

« Je ne connais pas une seule activité qui puisse être faite gratuitement en toute légalité mais qui devient illégale lorsqu'il faut payer », dit-il.

Selon lui, la « persécution » judiciaire de la prostitution s'explique d'abord et avant tout par un lourd héritage judéo-chrétien, qui tend à asservir la sexualité des femmes à celle des hommes.

Cet héritage, assure-t-il, est tranquillement en train de se dissiper au sein de la population. Mais la résistance institutionnelle au changement demeure des plus vigoureuses, comme en témoigne le fait que l'État floridien a tenté en vain à deux reprises de convaincre la cour de déclarer la requête irrecevable.

Me Shaw estime qu'un verdict devrait être rendu avant la fin de l'année dans ce dossier. Une victoire, conclut-il, aurait des répercussions « gigantesques » sur le système judiciaire américain et constituerait un pas de géant dans la lutte pour la défense des droits des prostituées.

Les chiens au parc Lafontaine : c'est réglé

ERIC TROTTIER

Après avoir négocié avec les propriétaires de chiens du parc Lafontaine et les résidents de la rue Rachel tout l'été, la Ville de Montréal a finalement fait sa niche : l'enclos de la section nord du parc réservé aux canidés sera transféré à la fin octobre au sud des terrains de tennis, rue Émile-Duployer.

Les résidents de la rue Rachel au nord du parc, qui se plaignaient de l'aboïement perpétuel des chiens, vont enfin pouvoir dormir tranquille.

Par contre, les propriétaires de chiens ragent contre cette décision, notamment parce qu'ils vont perdre près de 1000 mètres carrés d'espace : « L'enclos de la rue Rachel était de plus en plus fréquenté par les chiens ; décider d'en aménager un nouveau, plus petit, est inacceptable pour nous. On risque de se retrouver avec la situation où les chiens vont retourner courir partout dans le parc », a déclaré hier le président de l'Association des propriétaires de chiens du parc Lafontaine, Guy Carrier.

« En plus, c'est du gaspillage, ajoute-t-il. La Ville va dépenser des milliers de dollars pour relocaliser notre aire d'exercice alors qu'il était possible de trouver des solutions sans que ça coûte un sou. »

Les propriétaires de chiens et les résidents de la rue Rachel avaient négocié tout l'été afin de trouver des solutions aux problèmes de bruit causés par les chiens dans l'enclos de la rue Rachel. « À quoi cela a-t-il servi, puisque la Ville avait déjà pris sa décision, dès juillet », demande M. Carrier.

Le comité exécutif de la Ville a en effet adopté une résolution confirmant le déménagement de l'enclos à chiens, le 3 juillet. Selon M. Carrier, les propriétaires de chiens n'ont été mis au courant que la semaine dernière.

Il n'y a pas que les propriétaires de chiens qui sont malheureux d'une telle décision : les joueurs de tennis, aussi, qui craignent de se faire déconcentrer par les jappements, le futur enclos se trouvant à quelques pas des courts.

La nouvelle aire d'exercice sera prête à accueillir les chiens dès la fin octobre. Comme l'autre, elle sera clôturée et comprendra un bac pour les crottes et un abreuvoir.

Un dernier budget très dur avant de voir le bout du tunnel

Encore un an, dit Lucien Bouchard

MARIO FONTAINE

Le prochain budget sera très dur, à l'image du dernier. Mais après, on commencera à voir le bout du tunnel, à pouvoir respirer plus à l'aise, a affirmé hier le premier ministre Lucien Bouchard.

S'adressant à quelques centaines de militants du PQ-Montréal Ville-Marie, M. Bouchard a soutenu que les sacrifices auxquels sont contraints les Québécois ne dureront plus très longtemps. Une fois ses finances publiques assainies, le Québec sera mieux en mesure selon lui de préserver son filet social et en meilleure position pour accéder à la souveraineté.

« Il ne faut pas que le tunnel soit trop long. Le budget que nous ferons au printemps sera le dernier budget très dur, a assuré le premier ministre. Je dis aux Québécois : encore un an. »

M. Bouchard se dit conscient des efforts exigés dans les domaines de l'éducation, de la santé et des affaires sociales. Mais le jeu en vaut la chandelle, en nous permettant de maintenir les programmes sociaux. De plus, lorsque le ministre des Finances pourra présenter un budget sans déficit, que les finances publiques seront saines et équilibrées, il sera bien plus facile de voler de nos propres ailes, explique le lea-

der souverainiste.

À l'opposé, dans le moment, le « Québec est dans une camisole de force, imposée par ses finances publiques ». L'État a aliéné une partie de sa propre liberté d'action en d'endettant pendant des décennies. Il faut maintenant initier un grand mouvement de solidarité et de responsabilité pour renverser la vapeur, souhaite M. Bouchard. Il compte sur le prochain sommet socio-économique pour cheminer dans cette direction.

Le gouvernement péquiste a coupé 2,5 milliards \$ cette année dans ses dépenses, les prochaines compressions pourraient être du même ordre. Par la suite, on sera davantage en mesure « d'atterrir en douceur », prédit le premier ministre, qui voit dans ce processus un préalable obligé à la souveraineté.

La fin des illusions

Une souveraineté qui reste son objectif ultime, en dépit des embûches semées par Ottawa. Loin de renoncer à son projet, M. Bouchard

soutient au contraire que « le compte à rebours est en marche » et qu'il y aura effectivement un référendum sur la souveraineté après les prochaines élections.

La décision d'Ottawa de faire étudier la légalité d'une déclaration unilatérale d'indépendance est inusitée, sans précédent, assure le chef péquiste : « Ottawa a accepté comme une certitude, du moins comme une forte probabilité, l'accession du Québec à la souveraineté ». Cette décision, selon lui, indique qu'il n'y aura pas de renouvellement du régime fédéral canadien. C'est, dit-il, la fin des illusions, de la rhétorique.

Les Québécois décideront eux-mêmes de leur avenir, réitère Lucien Bouchard, et ce ne sont pas les « bouts de papier » de la Cour suprême qui en feront des citoyens captifs du reste du Canada. Ni les velléités du ministre de la Justice, Allan Rock, d'imposer la prochaine question référendaire.

« Ça prend un certain culot pour un ministre fédéral de venir nous dire qu'il va se mêler de la rédaction d'une question dont la responsabilité incombe totalement et exclusivement à l'Assemblée nationale du Québec », a réagi un Lucien Bouchard « outré » par l'attitude de M. Rock.

Le Bloc veut que Chrétien lui laisse le champ libre pour promouvoir la souveraineté

CHANTAL HÉBERT

envoyée spéciale, LAC DELAGE

Le Bloc québécois se propose de faire la promotion tous azimuts de la souveraineté au cours des prochaines élections générales et au-delà mais il somme du même soufflé le premier ministre Jean Chrétien de surseoir à ses propres efforts en matière d'unité canadienne.

Réuni en conseil général au lac Delage, la formation souverainiste a été saisie d'un projet de manifeste qui établit, dans un premier temps, la promotion de la souveraineté comme son mandat « principal » et, dans un autre temps, la défense des intérêts du Québec comme son mandat « immédiat ». Par la même occasion, son chef a fait un réquisitoire contre les interventions du premier ministre fédéral dans le débat sur l'avenir du Québec.

« J'accuse Jean Chrétien d'avoir en moins d'un an replongé le pays à au moins cinq reprises en plein cœur d'un débat constitutionnel alors que nos concitoyens veulent parler d'emploi et de finances publiques », a résumé le chef du Bloc québécois à ses troupes. Michel Gauthier a reproché à Jean Chrétien aussi bien ses tentatives de rapprochement avec le Québec, comme sa résolution sur la société distincte, que sa contestation de la légalité de la démarche souverainiste. À ce dernier sujet, il a accusé M. Chrétien « de recourir à la Cour suprême pour créer un faux sentiment de sécurité dans le reste du Canada ». À son avis, le gouvernement Chrétien « reconnaît implicite-



Michel Gauthier salue les délégués qui l'applaudissent.

ment que le prochain référendum sera le bon, qui va nous donner la souveraineté. »

En conférence de presse, le chef bloquiste s'est défendu d'appliquer deux poids deux mesures en engageant sa formation à redoubler d'efforts pour promouvoir la souveraineté tout en dénonçant toute tentative d'action du camp adverse. « M. Chrétien n'a jamais, que je sache, proposé quoi que ce soit de dynamique », explique-t-il. M. Gauthier ne croit pas non plus que la mission souverainiste du Bloc le place en porte-à-faux avec le sentiment d'une majorité de Québécois à savoir qu'un moratoire de dix ans devrait être imposé à la tenue d'un autre référendum. « Nous non plus, nous ne voulons pas de référendum dans douze mois », déclare-t-il.

C'était la première fois que M.

Gauthier pilotait le conseil général à titre de chef. La dernière rencontre des hautes instances bloquistes avait servi à l'élire comme chef. Mais si les apparatchiks du parti ont semblé faire facilement la transition de Lucien Bouchard à Michel Gauthier, il en va différemment du grand public auprès duquel il a moins d'occasions que son prédécesseur de se faire valoir.

Ainsi, l'allocation du chef bloquiste a été éclipsée à la télévision par celle qui prononçait, le même matin, Lucien Bouchard à Montréal et que le réseau RDI a plutôt choisi de diffuser. Autre signe des temps, les médias de langue anglaise, qui suivaient Lucien Bouchard à la trace du temps où il était chef du Bloc, n'ont pas dépêché un seul journaliste pour couvrir le conseil général pré-électoral du Bloc.

SONDAGE SOM La Presse

Le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, propose qu'aucun référendum sur la souveraineté ne se tienne au Québec avant 10 ans. Êtes-vous... à ce moratoire?

| | Tout à fait favorable | Plutôt favorable | Plutôt défavorable | Tout à fait défavorable | NSP/NRP |
|----------------------------|-----------------------|------------------|--------------------|-------------------------|-----------|
| Total (n: 1008) | 33% | 24% | 14% | 20% | 9% |
| Régions | | | | | |
| Québec-métro (n: 300) | 26 | 25 | 19 | 21 | 9 |
| Montréal-métro (n: 453) | 38 | 18 | 15 | 19 | 10 |
| Ailleurs en prov. (n: 255) | 28 | 31 | 12 | 21 | 8 |
| Langue maternelle | | | | | |
| Français seul. (n: 850) | 27 | 26 | 15 | 23 | 9 |
| Anglais / autre (n: 155) | 58 | 13 | 11 | 9 | 9 |
| Sexe | | | | | |
| Homme (n: 496) | 35 | 20 | 13 | 25 | 7 |
| Femme (n: 512) | 29 | 27 | 16 | 16 | 12 |

Bouchard refuse de retarder le référendum de 10 ans

MARIO FONTAINE

Lucien Bouchard est le premier à admettre que les gens veulent qu'on s'occupe d'abord d'emploi, de finances publiques, d'acquis sociaux, et qu'on laisse de côté la langue et la constitution. Mais de là à retarder de dix ans la tenue d'un nouveau référendum sur la souveraineté, il y a une marge qu'il refuse de franchir.

« Dix ans, c'est le rêve de certains fédéralistes à Ottawa, qui voudraient que ce soit oublié, la souveraineté, que la souveraineté s'évanouisse dans le décor, dans le paysage politique du Québec », a commenté hier le premier ministre en réaction au sondage SOM-La Presse indiquant que 57 % des Québécois sont d'accord avec l'idée d'un moratoire de 10 ans.

Cette idée, lancée par le chef de l'Action démocratique, Mario Dumont, est surtout populaire à Montréal et en province. C'est dans la Vieille Capitale qu'elle reçoit le

moins d'appuis, obtenant quand même l'adhésion de 51 % des répondants.

Selon M. Bouchard, le projet souverainiste ne peut s'évanouir, étant au cœur des grandes aspirations du Québec. S'il convient que « les gens ne veulent pas de référendum tout de suite », il se refuse à mettre un délai sur la tenue du prochain.

Et de répéter que la consultation suivra les prochaines élections, ce qui nous emmènerait aux environs de l'an 2000. Mario Dumont, lui, presse le chef du gouvernement de mettre de côté cette question pour se consacrer entièrement à la relance de l'économie.

Le sondage a été réalisé entre le 20 et le 25 septembre par SOM auprès de 1008 Québécois. Les données ont été pondérées, et le taux de réponse a été de 61,5 %. Réalisé pour le compte de La Presse, ce sondage comporte une marge d'erreur de 3,64 %, 95 % du temps.

Chrétien est la hantise des ténors souverainistes

CHANTAL HÉBERT

envoyée spéciale, LAC DELAGE

On sert définitivement du Jean Chrétien à toutes les sauces aux assemblées du Bloc québécois et cela, semble-t-il, sans jamais dépasser les limites du bon goût de l'auditoire ! Le fait que le premier ministre actuel est la hantise de certains ténors souverainistes s'est vérifiée hier à l'occasion du conseil général du Bloc québécois.

D'abord, devant les députés et présidents de circonscription de la formation souverainiste, leur président d'assemblée Vincent Dumas a comparé Jean Chrétien à un « laxatif ». Après avoir mis les délégués en garde contre l'eau, temporairement non potable de l'hôtel où se déroulaient les délibérations, M. Dumas leur a conseillé de penser au premier ministre fédéral pour arriver aux mêmes résultats « laxatifs ».

Dans un autre registre, le député

Michel Daviault a voulu encourager les militants à se mobiliser en vue des prochaines élections en se remémorant que « Jean Chrétien se réveille la nuit pour les haïr... »

Enfin, dans son allocution, le chef Michel Gauthier a dénoncé à la fois le chef libéral Daniel Johnson et son équivalent conservateur Jean Charest en les traitant de « collaborateurs contre le Québec » parce qu'ils ont fait campagne côte-à-côte avec Jean Chrétien lors du dernier référendum.

À un autre moment de la journée, le leader parlementaire du Bloc, Gilles Duceppe, avait vanté le comportement respectueux des députés bloquistes par comparaison avec celui des réformistes, en tout cas à la Chambre des communes. « Sinon c'est l'ensemble des politiciens qui en écotent quand il y a des gens qui ne respectent pas ces règles-là », avait-il alors fait observer.

Cour suprême : Rock explique sa stratégie

Presse Canadienne OTTAWA

Le gouvernement fédéral utilisera tout jugement de la Cour suprême invalidant une déclaration unilatérale d'indépendance du Québec pour rallier à sa cause la communauté internationale, a indiqué hier le ministre fédéral de la Justice, Allan Rock.

« Si la Cour suprême du Canada nous donne raison (...) bien sûr que nous utiliserons cette décision sur les scènes nationale et internationale pour affirmer qu'il s'agit des lois de notre pays (...) et que la séparation ne peut survenir que dans le respect de la loi et de l'ordre », a indiqué le ministre Rock dans une entrevue accordée au réseau de télévision CTV, et qui doit être diffusée aujourd'hui dans le cadre de l'émission « Question Period ».

Jeudi dernier, le gouvernement fédéral décidait de demander à la Cour suprême du Canada si une déclaration unilatérale d'indépendance serait légale en vertu de la Constitution.

Le constitutionnaliste Patrick Monahan a soutenu hier qu'« une décision de la Cour suprême du Canada (invalidant la déclaration unilatérale d'indépendance) aurait un fort effet persuasif en droit international ».

loto-québec

PANCO Tirage du 96-09-28
1 6 12 14 16
20 24 28 31 34
37 41 43 45 47
51 54 57 59 63

Quintissime Tirage du 96-09-28
3 4
886 4312

Extra Tirage du 96-09-27
NUMÉRO: 103823
Extra Tirage du 96-09-28
NUMÉRO: 548719

6/49 Tirage du 96-09-28
20 30 32 39 41 42
Numéro complémentaire: 26

GAGNANTS LOTS
6/6 0
5/6+ 1
5/6 21
4/6 969
3/6 16 580
RÉSULTATS COMPLETS PUBLIÉS DES DEMAIN
Ventes totales: 00 000 000,00 \$
Prochain gros lot (approx.): 0 000 000,00 \$

SELECT Tirage du 96-09-28
3 12 16 18 19 40
Numéro complémentaire: 37
MISE-TÔT 7 10 31 36
GAGNANTS LOTS
62 806,40

GAGNANTS LOTS
6/6 0 1 000 000,00 \$
5/6+ 1 11 967,90 \$
5/6 21 379,90 \$
4/6 969 38,40 \$
3/6 16 580 5 \$
Ventes totales: 553 911,00 \$
Gros lot à chaque tirage: 1 000 000,00 \$

SUPER 7 Tirage du 96-09-27
3 6 16 29 30 31 32
Numéro complémentaire: 11
Ventes totales: 3 942 578,00 \$
Prochain gros lot (approx.): 4 000 000,00 \$
Prochain tirage: 96-10-04

GAGNANTS LOTS
7/7 0 2 500 000,00 \$
6/7+ 1 73 061,60 \$
6/7 30 2 130,90 \$
5/7 1 504 151,80 \$
4/7 32 104 10 \$
3/7+ 29 952 10 \$
2/7 267 033 partic. grat.

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Le modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

PROPRIÉTÉS DE PRESTIGE



Lac Guindon Bord de l'eau

À mi-chemin entre Montréal et Tremblant: à 5 minutes de St-Sauveur. Magnifique maison canadienne (pierre des champs) avec 5 chambres à coucher, immense foyer, toit cathédrale; garage; terrain de 67 000 pi²; magnifiquement aménagé, dont 400 pieds sur le lac; ruisseau. Ann et André Pilon, Re/Max Laurentides Inc. (514) 343-3415.



ST-BRUNO

Construction 90. Confort et luxe, piscine intérieure, garage 3 voitures. Impeccable. Bureau professionnel. Site recherché, 745 000 \$. Suzanne Havard Grisé, 653-2496. ROYAL LePAGE, COURTIER IMMOBILIER AGRÉÉ



RIVE-SUD

Magnifique propriété haut de gamme, plus de 6 000 pi², 5 chambres, 4 salles de bain, 2 foyers, garage double, thermopompe, système d'alarme, aire de bureau aménagée pour professionnel. Situé à 15 min. du pont Champlain. Rens.: (514) 359-0647.



LE DOMAINE VALMONT À MONTEBELLO

CHÂTEAU NORMAND construit en 1947. Pierre de taille, toit de cuivre, 21 pièces, 10 chambres dont 4 avec salle de bain, 2 foyers. Les aires communes donnent sur le sud. Ce mode de vie SANS PAREIL comprend 100 acres privées, une chapelle (pierre de taille, toit de cuivre), une ferme et un champ de pratique de golf, 1 700 000 \$ can. Frais de visite: 100 \$.

ANDRÉE PLOUFFE, ROYAL LePAGE
Courtier immobilier agréé
(819) 595-1845

VOUS AVEZ UNE PROPRIÉTÉ À VENDRE ?

Un espace vous est offert à partir de 98,80 \$ taxes en sus.
Réservez-le sans tarder en appelant le : 285-7062

BB : la femme-enfant et ses énormités

PARIS



Louis-Bernard Robitaille

collaboration spéciale

La plus belle fille du monde ne peut donner ce qu'elle a. C'est un bien mauvais cliché, mais il devient incontournable lorsqu'on ferme le volumineux livre de Mémoires que Brigitte Bardot vient de publier, après l'avoir laborieusement écrit pendant une quinzaine d'années.

« L'éditeur n'a pas eu droit d'y changer une seule ligne », tient-elle à préciser. Je ne sais pas si c'est vrai, mais c'est vraisemblable, car le style de l'auteur est en dessous de ce qu'on trouve dans les plus navrants livres-faits-au-magnéto-

phone que j'ai pu lire depuis vingt ans. Le récit détaillé des 40 premières années de sa vie et du défilé de ses princes charmants, célèbres le plus souvent, ne manque certes pas d'intérêt, mais plutôt au second degré. Cette jolie fille de la bourgeoisie française, au visage un peu vulgaire, mais au corps de rêve, a sans doute été la star de cinéma la plus célèbre des années 60 avec Marilyn Monroe. Cela fait partie des mystères et des hasards de la vie : *Et Dieu créa la femme*, le film à petit budget qu'elle avait tourné sous la direction de son déjà ex-mari, Roger Vadim, n'avait pas connu grand succès en France. Il provoque une gigantesque scandale médiatique aux États-Unis, qui n'en revient pas de tant d'audace. La consécration américaine consacre du jour au lendemain B.B. en sex-symbol occidental. Elle vivra vingt ans — dans l'insouciance totale d'ailleurs, et sans jamais aimer le cinéma — sur ce succès initial qui n'a guère à voir avec un quelconque talent de comédienne, qu'elle n'avait pas. D'ailleurs la plupart des films qu'elle tournera jusqu'à l'âge de 40 ans sont plutôt de série B, mis à part *Viva Maria*, une comédie pétillante de Louis Malle et *Le Mépris* de Godard, qu'elle trouvait tout à fait ennuyeux. D'ailleurs, écrit-elle à

propos de Godard, « ce genre d'intello cradingue et gauchisant me hérisse ».

Cette fine remarque donne assez bien le ton du livre auquel on ne peut dénier ses qualités de franchise extrême, mais qui ne recule pas devant la franche vulgarité (« autant pisser dans un violon pour qu'il rouille », écrit-elle quelque part). Les événements « tragiques » de mai 68 sont pour elle « un magma politico-porno », où l'on voit Cohn-Bendit « exhorter à la violence, la déprédation et la détérioration » (sic) tandis que « la Sorbonne était transformée en lupanar ».

Le mystère du cas Bardot, c'est ce mélange peu compréhensible de conformisme conservateur avec une vie personnelle particulièrement libre (elle perd son pucelage à seize ans entre les bras de Vadim, malgré un père plutôt sévère qui lui donne la fessée au même âge parce qu'elle est rentrée après minuit). Étant une star absolue, Bardot a forcément influencé son époque, et particulièrement la fin des années 50, mais elle a surtout symbolisé et anticipé la révolution des mœurs. Passant de Vadim à Trintignant, de Sami Frey à Gunter Sachs, en passant par Gilbert Bécaud, Jacques Charrier, Serge Gainsbourg, Raf

Vallone et quelques inconnus, elle n'a jamais fait mystère de sa volonté de vivre sa vie comme elle l'entendait.

Dans des pages à la limite de la vraie obscénité, elle explique comment elle détestait l'idée d'avoir un enfant et comment elle a tout fait pour provoquer une fausse couche lorsqu'elle s'est retrouvée enceinte de son fils Nicolas. Bien qu'elle estime avoir quelque part la fibre maternelle... avec les animaux, elle avoue ne jamais voir ses petits-enfants... car ils habitent la Norvège et ne parlent que le norvégien ! D'ailleurs, à la veille de son accouchement, elle est au moins autant traumatisée par la perte de son chien cocker que par le bébé qu'elle va avoir... et qu'elle refuse de voir à la naissance. Mais bon, pourquoi cacher ce qui est vrai. De la même manière, on a droit au récit de ses deux tentatives de suicide, des gifles que lui donnait son mari Jacques Charrier, ou de la blague qu'elle avait faite au futur président Giscard d'Estaing en lui présentant une charmante femme... qui était un ami travesti !

Cette jeune femme avait en effet comme qualité première une certaine forme de spontanéité et de liberté de langage et de comportement. C'est ainsi que, soumise pendant la

guerre d'Algérie à un chantage des terroristes d'extrême-droite de l'OAS, elle rend publique la lettre de menace, ce qui la force à vivre pendant des semaines sous protection policière : « Je n'ai pas l'intention de vivre dans un pays nazi », leur répond-elle.

Apparemment, le leader du Front national — « un homme charmant et cultivé » — n'a rien à voir avec les nazis, car elle a plutôt tendance à le soutenir dans sa lutte contre « la multiplication des mosquées en France » et a d'ailleurs épousé il y a quatre ans l'un de ses proches conseillers. Apparemment on peut avoir été révolutionnaire dans ses mœurs sans aimer les autres révolutions. Toujours à propos de mai 68, elle ajoute ses phrases tout en nuances : « Ce fut le déferlement sexuel, l'exhibitionnisme, le débraillage moral et physique, la perte de toute dignité, de toute morale, de toute honnêteté. Nous entrions dans l'ère du fric, du sexe, de la drogue, de la décadence, signes prémonitoires du socialisme qui allait achever cette détérioration... » Heureusement que, face à cette vision dantesque, on peut encore se consoler avec les animaux.

Lorsque les astronautes et les cosmonautes s'intéressent au sort de la Terre

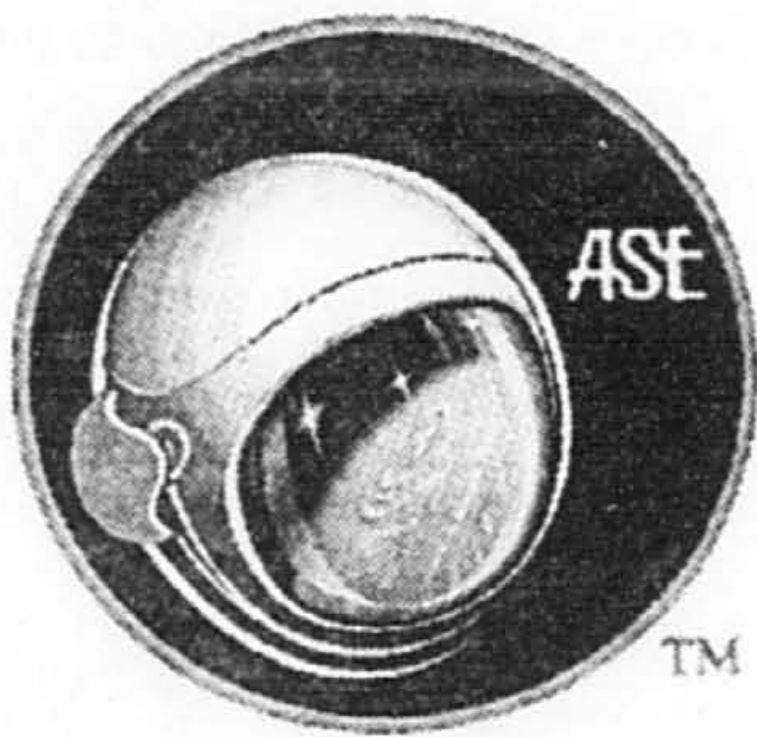
OLIVIER-LOUIS ROBERT
collaboration spéciale

Toyohiro Akiyama devenait, en décembre 1990, le premier journaliste à voyager dans l'espace lorsqu'il a effectué un séjour d'une semaine à bord de la station spatiale Mir.

Buzz Aldrin entrait dans la légende lorsqu'il a posé le pied sur la Lune, quelques minutes après Neil Armstrong, en cette chaude nuit de juillet 1969. Alexei Leonov réalisait une première historique dans l'espace en mars 1965, quand il est sorti de son vaisseau *Voskhod* pour effectuer la première « marche » d'un être humain dans l'espace.

Les trois hommes sont au Canada pendant toute cette semaine afin de participer au douzième congrès de l'Association of Space Explorers (ASE), l'association professionnelle qui regroupe les hommes et les femmes ayant volé dans l'espace.

Cela fait encore peu de monde puisque seulement 354 êtres humains (dont 32 femmes) ont voyagé dans l'espace à la suite du vol historique de Gagarine, dont on fête cette année le 35^e anniversaire. Une très minuscule association donc, qui, en tenant compte des dé-



Emblème de l'Association of Space Explorers, l'organisme professionnel qui regroupe les astronautes et les cosmonautes du monde entier.

cès survenus au cours des ans, pourrait prendre place en entier dans un avion moyen courrier !

Pour être admis au sein de ce groupe très sélect, il ne faut pas nécessairement être astronaute professionnel (ou cosmonaute, selon le terme employé en Russie). La seule condition est d'avoir accompli au

moins une orbite autour de la Terre. Par exemple, Marc Garneau est membre de l'ASE alors que Julie Payette ne l'est pas encore. D'ici trois ans, ce sera chose faite pour Julie qui, outre Marc, y rejoindra les autres astronautes canadiens qui en sont déjà membres : Roberta Bondar, Steve MacLean, Chris Hadfield, et Bob Thirsk. Avant Julie, Bjarni Tryggvason et Dave Williams auront, eux aussi, rempli la condition exigée pour rejoindre les rangs de l'ASE.

L'influence politique de l'ASE auprès des gouvernements de la Planète Bleue est inversement proportionnelle à sa petite taille. Selon Andrew Turnage, directeur du chapitre américain de l'association, un des premiers objectifs de l'ASE, qui a mis sur pied des programmes éducatifs à l'intention du grand public, est d'aider à responsabiliser l'humanité face à l'avenir de la Terre.

« On veut montrer le rôle important que jouent les astronautes dans la surveillance et la résolution des désastres écologiques qui affligent notre planète », explique M. Turnage. Depuis 35 ans, les astronautes et les cosmonautes qui sont allés dans l'espace observent notre



Julie Payette

monde selon une perspective unique et globale. « C'est ce que nous avons voulu illustrer dans l'emblème de notre association, qui représente un casque d'astronaute dans lequel se reflète une portion de la Terre. » Cet accent mis sur l'environnement s'est imposé dès 1985,

lors du congrès de fondation de l'ASE, à Cernay, en France. Les astronautes et les cosmonautes ont accepté que le célèbre commandant Jacques-Yves Cousteau devienne le seul membre de l'ASE qui n'aura jamais volé dans l'espace.

Bien sûr, l'autre grande mission de l'Association des Explorateurs de l'Espace, c'est la promotion de la coopération internationale dans l'espace. L'exploration spatiale demeure une activité très coûteuse et requérant des technologies toujours plus sophistiquées. « Aussi, les membres de l'ASE comprennent que lorsque plusieurs pays investissent conjointement dans des projets comme la station spatiale internationale, tout le monde en tirera des avantages. »

L'idée d'une telle association a germé à Moscou, en 1982, lors d'une rencontre entre astronautes américains et cosmonautes soviétiques, pour souligner le septième anniversaire du vol historique *Apollo-Soyouz*. Les quelque 70 membres de l'ASE présents pour ce 12^e Congrès seront au Hilton-Bonaventure mardi soir. Le lendemain, ils assisteront à l'inauguration de l'Agence spatiale canadienne, à Saint-Hubert.

Un nouveau vaccin pour guérir les diarrhées infantiles

Associated Press
NOUVELLE-ORLÉANS

Un nouveau vaccin en phase expérimentale permettrait de prévenir l'une des maladies infantiles les plus meurtrières dans les pays du tiers monde :

les diarrhées provoquées par le « rotavirus ».

Ce virus, qui se manifeste surtout en hiver, est la principale cause des diarrhées infantiles qui peuvent entraîner la mort par déshydratation.

Même si la plupart des enfants contractent le germe — qui provoque également fièvres et nausées —, celui-ci est particulièrement difficile à diagnostiquer.

Un sérum créé par le Dr Al-

bert Kapikian, de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses à Bethesda (Maryland), paraît en effet immuniser de manière efficace les enfants contre le virus.

Le vaccin a récemment été expérimenté en Finlande.

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

710 OCCASIONS D'AFFAIRES
AUTO KO-MOTION a un nouveau produit que vous pouvez offrir en plus à vos quincalles, manufactures, sociétés minières, centres de ski, garages, routiers, etc.
833-8400

715 SERVICES FINANCIERS
FINANCEMENT COMMERCIAL
Les Consultants: 674-2415

950 AVIS DE DISSOLUTION, CHANGEMENTS DE NOM
PRENEZ AVIS que Daniel Poterescu domicile à 200 Kensington #502, Westmount Québec H3Z 2G7, présentera au directeur de l'état civil une demande pour changer son nom en celui de Daniel Moshutz

LE DON D'ORGANES POUR DONNER LAVIE!
LA FONDATION DIANE HEBERT
(514) 965-0333

SOUS LEVIER ÉCONOMIQUE
(514) 739-9363
SOYEZ VOTRE PROPRE PATRON
Solvée compagnie canadienne offrant des produits de santé, médecine douce, soin de la peau. Recherche personne motivée, ambitieuse. Travail à la maison, entraînement, investissement 25\$. Participez temps, revenus potentiels exceptionnels. 514-227-3510

717 SERVICES SPÉCIALISÉS
SOUDEURE, ou fabrication de produits en acier selon vos spécifications. 819-477-7976, 819-478-9163

714 FRANCHISES
LE SEUL FRANCHISEUR en télécommunication au Canada, recherche des entrepreneurs dynamiques pour Mtl et banlieues et régions du Québec. Potentiel de revenu très intéressant. Investissement requis: 75000\$. 514-952-8576

AMNISTIE INTERNATIONALE
SECTION CANADIENNE CONSULTATION GRATUITE
(514) 766-9766

Aidez-nous à prouver que la plume peut triompher du scalpel. Ils sont près d'un million de Québécois et de Québécoises à compter sur votre geste.
Composez le 1 800 335-6175 dès aujourd'hui.
La Société d'Arthrite, 2155, rue Guy, bureau 1120, Montréal (Québec) H3H 2R9

LA SOCIÉTÉ D'ARTHRITE
DONNEZ... une lueur d'ESPOIR

PNL

Chef de file depuis 11 ans au Québec, le Centre offre tous les niveaux de formation professionnelle en programmation neuro linguistique.

FORMATION DE BASE
15-16-17 novembre et 6-7-8 décembre
Une formation pratique de six jours pour développer des habiletés et acquérir des outils de communication verbale et non-verbale et apprendre à utiliser les principales interventions PNL.

SOIRÉE D'INFORMATION
16 octobre, 19h à 21h
Pour vous familiariser avec la PNL et visiter nos locaux. Réserver votre place: 281-7553.

Centre québécois de programmation neuro linguistique
3826 St-Hubert, Montréal • Tél.: (514) 281-7553

Joanne Riou, dir.

LIQUIDATION • LIQUIDATION

Surplus de manufacturiers, d'importateurs, de fermetures, etc.

Tout pour la salle de bain

NOUVEL ARRIVAGE: ROBINETTERIES ET ACCESSOIRES

- Éviers de cuisine
- Robinets d'éviers de cuisine, de lavabos, baignoires et douches
- Douches monocoques et bases de douche
- Baignoires thérapeutiques, à tourbillons, régulières
- Lavabos encastrés, colonnes, semi-encastés
- Bidets avec ou sans jet
- Toilettes silencieuses ou régulières
- Miroirs, accessoires
- Luminaires
- Fabrication d'armoires de cuisine et de vanités, sur place par ébéniste d'expérience

MARQUES DE PRESTIGE:
Selles - Blanco - Guilliani - Bandini - Euro - etc.

de 50 à 75% de rabais sur tout

TRANSIT (514) 928-1616 LIQUIDATEUR-ÉVALUATEUR, E.S.B.

DIMANCHE SEULEMENT DE 10H À 17H
576, boul. Guimond, Longueuil

LIQUIDATION • LIQUIDATION

Opération

Vous cherchez un emploi ? Mercredi prochain dans le cahier Économie

PUBLICATION D'OFFRES D'EMPLOI
Une sélection des emplois disponibles dans les guichets des Centres d'emploi du Canada.

UNE PRÉSENTATION DE **La Presse**

ET DE SES PARTENAIRES **CKAC 730**

Développement des ressources humaines Canada

SOCIÉTÉ QUÉBÉCOISE DE DÉVELOPPEMENT DE LA MAIN-D'ŒUVRE

Gouvernement du Québec
Ministère de la Sécurité du revenu

Défi EMPLOI

Monde

L'EXPRESS
INTERNATIONAL



OTAN

Elsine précise

■ Boris Eltsine a évoqué hier la possibilité d'un élargissement de l'OTAN à l'Europe de l'Est, mais seulement après la signature d'un accord avec la Russie: « d'abord l'accord avec la Russie, et après la solution de la question de l'élargissement de l'OTAN. Et non le contraire ». Le président russe a fait ces déclarations lors d'une rencontre avec le ministre de la Défense Igor Rodionov venu rendre compte de son voyage à Bergen (Norvège) jeudi, où il a assisté à une rencontre des ministres de la Défense des pays de l'Alliance. Hier à Helsinki, le secrétaire américain à la Défense William Perry a annoncé que l'OTAN allait examiner la possibilité d'accorder à la Russie un statut lui permettant de donner son avis au sein de l'Alliance sans lui octroyer le droit de vote.

d'après AFP

BOSNIE

Fonds pour la police

■ Les Nations unies sont restées loin du compte des 100 millions de dollars que l'organisation espérait réunir pour la restructuration de la police bosniaque, lors de son appel de fonds lancé hier à Dublin. Au cours de cette conférence consacrée à l'application de la loi en Bosnie-Herzégovine, la plupart des 35 pays présents et pourvoyeurs de fonds potentiels ont surtout estimé avoir « déjà apporté leur contribution », en rappelant leurs investissements en hommes, en argent et en matériel à la force de maintien de la paix en Bosnie, mais ont promis de réfléchir à des fonds supplémentaires.

d'après AFP

TURQUIE

Détenus en grève

■ Plusieurs milliers de détenus turcs ont entamé vendredi une grève de la faim de trois jours dans les prisons turques pour protester contre les affrontements entre prisonniers et policiers qui ont fait, mardi dernier, onze morts à la prison de Diyarbakir. Cette prison accueille principalement les détenus membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), en rébellion armée contre Ankara. Le mouvement lancé par l'Association turque des droits de l'homme vise également à protester contre l'attitude des autorités « qui ne respectent pas » leurs engagements conformément à un accord passé avec les détenus.

d'après AFP

SRI LANKA

Recul tamoul

■ Les Tigres de libération de l'Eelam tamoul (LTTE) ont fait sauter vendredi soir la tour de télécommunication de la base de Kilinochchi, ce qui semble indiquer qu'ils s'apprêtent à évacuer leur dernier bastion du nord de l'île, encerclé par 20 000 soldats gouvernementaux. Les rebelles ont fait sauter cette tour après l'échec d'une importante contre-attaque qu'ils avaient menée jeudi à Kilinochchi, pour stopper la progression de l'armée, a indiqué le ministère de la Défense.

d'après AFP

AFRIQUE

Force de paix

■ Le président Bill Clinton a approuvé un projet prévoyant d'organiser, entraîner et équiper une force militaire africaine qui serait chargée d'intervenir lors de conflits sur ce continent, a annoncé hier le *Washington Post*, citant des responsables de l'administration américaine. La Force africaine de réponse aux conflits (African Crisis Response Force) interviendrait dans des pays où les civils sont victimes d'insurrections, guerres civiles ou génocides. Cette force de 10 000 hommes n'interviendrait pas dans les combats, mais serait chargée d'établir des zones où les civils trouveraient protection et assistance humanitaire. L'organisation de cette force dès l'année prochaine devrait coûter environ 25 millions de dollars et quelque 40 millions si les troupes devaient être déployées.

d'après AFP

Olof Palme abattu pour avoir appuyé Mandela ?

d'après AFP
JOHANNESBURG

L'ancien patron d'une unité « anti-terroriste » de la police d'apartheid, Dirk Coetzee, a affirmé hier à l'AFP que le premier ministre suédois Olof Palme avait été assassiné par un certain Anthony White qui, selon lui, pourrait aujourd'hui se trouver dans les îles grecques ou à Chypre.

Dirk Coetzee, prédécesseur du colonel Eugene de Kock à la tête de la Vlakplaas, a spontanément cité le nom d'Anthony White dans une interview téléphonique à l'AFP. Il n'a pu préciser la nationalité d'Anthony White, ni dire s'il s'agissait du vrai nom de l'homme ou simplement d'un nom d'emprunt.

L'ancien chef de l'escadron de la mort de l'apartheid a indiqué avoir appris le nom du tueur présumé par d'anciens agents sud-africains, et a, à son tour, accusé les services secrets sud-africains d'avoir été impliqués dans cet assassinat, commis le 28 février 1986 dans le centre de Stockholm.

« Le déroulement exact de l'opération n'est pas clair (...) Le service de renseignement sud-africain a travaillé sur une base confidentielle, afin d'en préserver les détails »,

a-t-il déclaré.

Dirk Coetzee a également confirmé les dépositions sous serment d'Eugene de Kock sur l'implication du « super-espion » sud-africain, Craig Williamson, dans l'assassinat. « Williamson était sans aucun doute impliqué » dans l'assassinat du premier ministre suédois, a affirmé Dirk Coetzee.

Olof de Palme constituait une épine dans le pied du régime d'apartheid. Il était ouvertement opposé à l'apartheid et apportait un important soutien au Congrès national africain (ANC). Il était une cible relativement facile », a-t-il expliqué.

L'ANC du président Nelson Mandela était à l'époque un parti illégal, en raison de son opposition farouche au régime de l'apartheid. Le colonel de Kock, actuellement

jugé par la Cour suprême sud-africaine, a révélé cette semaine l'existence présumée d'une opération secrète, baptisée « Opération Longreach », par laquelle les agents du régime de l'apartheid avaient aidé à l'assassinat d'Olof Palme.

Après avoir mis en cause les plus grands noms de l'apartheid dans les atrocités commises par le régime raciste, Eugene de Kock avait accusé jeudi Craig Williamson d'avoir participé au meurtre.

Le commandant Williamson, actuellement en Angola où il travaille dans le commerce de diamant, avait démenti vendredi les accusations de de Kock, selon différentes sources. Il a reconnu sa responsabilité dans divers opérations et meurtres, notamment l'attentat à la bombe contre le quartier général de l'ANC à Londres en 1982, mais a nié être impliqué dans l'assassinat du premier ministre suédois.

Dirk Coetzee — qui a dirigé jusqu'en 1985 la Vlakplaas, une redoutable unité de la police secrète, avant de céder la place au colonel de Kock — a indiqué avoir « entendu parler » indirectement du complot contre Olof Palme auprès d'agents qui avaient quitté la ferme

de Vlakplaas (qui avait donné son nom à l'unité de la police secrète), près de Pretoria, pour être affectés à l'« Opération Longreach ».

Selon lui, l'Afrique du Sud a dépensé « au moins 70 000 rands » pour faire assassiner Olof Palme. Il a cité les noms de deux informateurs, Rean Stander et Peter Casselton, tous deux anciens agents de l'« Opération Longreach », selon lui.

Dirk Coetzee a également affirmé que les responsables de l'opération avaient détourné des millions de dollars, accordés par l'Université internationale suédoise et le fonds d'aide suédois.

Cet argent avait servi en partie à l'achat d'une seconde ferme, appelée « Daisy », située à une quinzaine de kilomètres de Vlakplaas. Le restant avait été placé sur des comptes en banque dans les îles anglo-normandes et sans doute aux Bahamas, a-t-il ajouté.

De son côté, la justice sud-africaine va enquêter sur les révélations du colonel de Kock concernant l'assassinat d'Olof Palme quand son procès sera terminé, avait indiqué vendredi le procureur général de la province de Gauteng, Jan d'Oliviera.

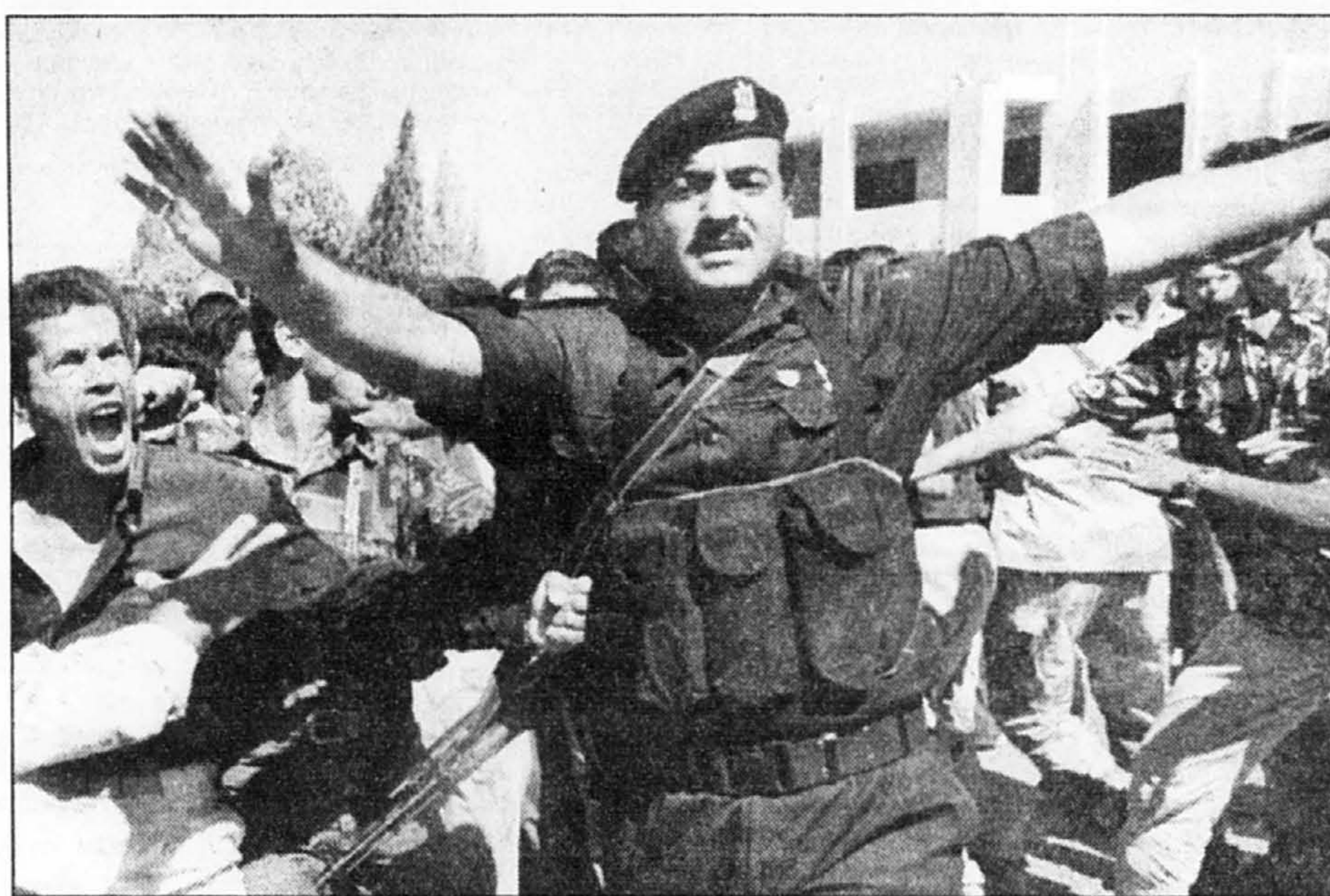


PHOTO REUTERS

La police palestinienne fait son travail

Des policiers palestiniens, certains en tenues anti-émeute, ont empêché des centaines de jeunes de marcher sur un point de contrôle israélien à Ramallah, au nord de Jérusalem, théâtre de violents accrochages. Yasser Arafat a ordonné à ses unités paramilitaires, qui comptent 30 000 hommes, de contenir les manifestants et de ne pas ouvrir le feu sur les Israéliens, si ceux-ci ne tiraient pas sur eux.

La dette des pays pauvres réduite

d'après AP, PC et AFP
WASHINGTON

Les représentants des sept pays les plus riches (G7) ont approuvé hier à Washington un plan de réduction de la dette des pays les plus pauvres et ont exprimé leur satisfaction face aux perspectives de l'économie mondiale.

La réduction de la dette est envisagée sur une période de deux ans et consisterait à effacer pour 7,7 milliards \$ US de dettes dues par vingt pays parmi les plus pauvres de la planète. La majorité d'entre eux sont situés en Afrique.

« Les ministres prévoient l'application sans retard de tous les éléments de ces décisions au cas par cas », a déclaré le secrétaire américain au Trésor, Robert Rubin.

Cette décision a été annoncée au sortir d'une réunion de plus de cinq heures à huis clos entre les ministres des Finances et les présidents des banques centrales du Groupe des sept (États-Unis, Japon, Allemagne, France, Grande-Bretagne, Italie et Canada).

« Nous parlons ici de sommes qui serviront à la santé, à l'éducation, à la formation et à des soins hospitaliers décents », a indiqué le ministre canadien des Finances, Paul Martin, à l'issue de la rencontre. « Ce sont les plus pauvres des pauvres ».

Les pays créanciers sont d'accord pour une réduction de dette pouvant aller jusqu'à 80 % alors que jusqu'à présent le mécanisme en vigueur ne leur permettait d'aller que jusqu'à 67 %. Les pays qui bénéficieront du nouveau système seront choisis « au cas par cas » avec pragmatisme », a-t-on ajouté de source française.

REPÈRES / Asie centrale

L'onde de choc du chaos afghan

ANDRÉ GRABOT
de l'Agence France-Presse
ALMATY

Les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale craignent de graves répercussions de la prise de Kaboul par les Talibans, tout en espérant que leurs frères ethniques, de souche tadjike, ouzbèke, turkmène ou kirghize, seront bien traités par le nouveau pouvoir pashtoun.

« La nouvelle spirale de guerre en Afghanistan nous inquiète beaucoup et semble de nature à changer les relations entre Douchané et Kaboul », a déclaré hier Zafar Saïdov, porte-parole du président du Tadjikistan Emomali Rakhmanov. Dès jeudi soir, le chef de l'État tadjik a rencontré des généraux russes à Douchané en leur demandant de renforcer la frontière tadjiko-afghane.

« Les gardes-frontières russes (au Tadjikistan) ont trouvé un nouvel ennemi », estimait pour sa part en parlant des Talibans (étudiants en religion), le quotidien russe *Komsomolskaya Pravda* dans son édition d'hier.

« Nous pensons également que la prise de Kaboul par les Talibans

aggraverait les tensions inter-ethniques en Afghanistan », a ajouté M. Saïdov. Le Tadjikistan borde l'Afghanistan sur 1100 km.

« Cette situation est surtout le prétexte pour que l'armée russe envoie des renforts au Tadjikistan », a affirmé hier depuis son exil à Téhéran, Akbar Touradjonzodeh, chef de l'opposition islamique-démocrate tadjike qui a ajouté que « aucun groupe politique afghan ne remettra en cause l'intégrité du Tadjikistan ». Désormais, selon lui, « 3000 soldats russes sont déployés au Tadjikistan » pour contenir des infiltrations de guérilleros tadjiks depuis l'Afghanistan voisin.

Aux côtés de deux millions d'Ouzbeks et de Turkmènes dans le nord, environ 3,5 millions de Tadjiks de souche vivent en Afghanistan dans le nord-est du pays. Aujourd'hui en fuite, le président afghan Burhanuddin Rabbani et son chef militaire Ahmad Shah Massoud sont des Tadjiks alors que les Talibans sont des Pashtouns dont l'ethnie habite le sud et l'est afghans.

« N'oublions pas que la victoire des Talibans marque d'abord le retour au pouvoir des Pashtouns alors que la lutte contre l'invasisseur soviétique et le gouvernement des moudjahidins avaient permis

aux minorités d'émerger sur la scène politique », explique un observateur occidental qui a requis l'anonymat. « Au début du siècle, les riches Pashtouns achetaient des esclaves hazaras (ethnie mongoloïde et chiite afghane — NDLR) sur le bazar de Kaboul », rappelle-t-il.

Par ailleurs, un porte-parole du ministère des Affaires étrangères du Kazakhstan a déclaré vendredi que « ce sont des moyens sanguinaires qui ont détruit le gouvernement légitime de Kaboul et nous soutenons l'idée d'une conférence internationale pour régler la crise afghane ». « Le changement de pouvoir à Kaboul peut déstabiliser toute l'Asie centrale », a poursuivi le porte-parole.

Le Turkménistan, également frontalier de l'Afghanistan, par la voix de son président, a déclaré vendredi sa neutralité dans la politique afghane et a plaint le peuple afghan souffrant d'une guerre incessante depuis 18 ans. Le Turkménistan s'est déclaré prêt à envoyer de l'aide humanitaire en Afghanistan.

L'Ouzbékistan, de son côté, soutient financièrement Rachid Dostam, ex-général communiste afghan de souche ouzbèke qui contrôle le nord-ouest de l'Afghanistan et dont les troupes sont basées à Mazâr-i

Sharif et qui a adopté une attitude neutre dans les derniers bouleversements afghans. « Un accord de non-agression a été signé entre les Talibans et Dostam », affirme un diplomate occidental en poste à Tachkent.

Pendant ce temps, les Talibans, qui ont pris Kaboul vendredi, ont poursuivi leur offensive et se sont emparés hier de Charikar, la capitale de la province du Nord où les forces du gouvernement déposé avaient tenté d'installer une ligne de défense.

Fuyant Kaboul dès jeudi soir, des milliers de soldats des forces loyalistes de l'ancien premier ministre Gulbuddin Hekmatyar et du président Burhanuddin Rabbani avaient pris la route du nord, emportant d'importants stocks d'armes et de munitions.

Selon des informations venues de Kaboul, les deux anciens hommes forts de l'Afghanistan, ainsi que le principal chef militaire du président Rabbani, Ahmad Shah Massoud prépareraient une « stratégie collective ». Massoud contrôle toujours, dans le nord du pays, les trois provinces de Badakhshan, Takhar and Kunduz ainsi qu'une grande partie de la province de Baghlan situées en zone montagneuse difficile d'accès et favorable à la guérilla.

Politique

Le président de la Banque du Canada prévoit une forte croissance de l'économie à compter de 1997

Presse Canadienne
WASHINGTON

L'économie canadienne connaîtra à compter de 1997 sa plus forte croissance depuis plusieurs années, au sortir d'une longue période de transition, selon ce qu'a déclaré hier le gouverneur de la Banque du Canada.

Gordon Thiessen, qui assistait à une réunion des ministres des Finances et des présidents des Banques centrales du groupe des sept pays les plus industrialisés, a même affirmé que la récente prévision du Fonds monétaire international (FMI) qui établit à pas moins de 3,2 % la croissance économique du Canada pour la pro-

chaine année pourrait s'avérer trop prudente.

« Nous pourrions faire encore mieux », a-t-il déclaré, à l'issue de la réunion.

Même si les taux d'intérêt canadiens ainsi que le taux d'inflation sont parmi les plus bas chez les pays occidentaux, le chômage demeure anormalement élevé. M.

Thiessen croit toutefois que les chômeurs canadiens devraient enfin bénéficier de la relance de l'économie.

Les Canadiens devraient aussi profiter d'une hausse de leur dollar au cours des prochains mois.

« À la Banque du Canada, nos analyses indiquent que tous les éléments sont réunis pour une hausse du dollar canadien, a déclaré M. Thiessen. On parvient à obtenir des taux d'intérêt plus bas au Canada qu'aux États-Unis lorsqu'on a la possibilité de réussir des gains de capitaux sur notre devise.

Le dollar canadien vaut présentement 73,37 cents US.

L'économie canadienne n'a crû cette année qu'au faible rythme de 1,4 %. Les déficits élevés des gouvernements fédéral et provinciaux de même que l'incertitude politique entourant le Québec sont pointés du doigt pour cette performance économique décevante lorsqu'on la compare à la forte croissance américaine qui se maintient aux environs de 3 %.

M. Thiessen croit toutefois que les nuages se sont dissipés, maintenant que les gouvernements ont réduit leurs dépenses ainsi que leurs déficits et qu'un prochain référendum sur la souveraineté du Québec ne devrait pas survenir avant quelques années.

« Je crois que tous ces facteurs auront un effet tonifiant sur notre économie, a-t-il dit. Certaines des primes de risque qui existaient en raison de notre situation fiscale, de l'incertitude politique, sont maintenant à la baisse. Il est très difficile de déterminer ce qu'il adviendra, mais nous sommes satisfaits de la façon dont se déroulent les choses. »

Le ministre des Finances, Paul Martin, qui présidait la délégation canadienne à cette réunion, a pour sa part déclaré que ses homologues des autres pays ne lui avaient pas posé une seule question sur la menace de séparation du Québec.

Référendum: pourquoi pas 20, 42 ans ou jamais, lance Johnson

DENIS LESSARD
TROIS-RIVIÈRES

Daniel Johnson a salué le sondage SOM-La Presse qui indique que 57 % des Québécois souhaitent reporter dans dix ans le prochain référendum.

« Les gens disent non, ils ne veulent rien savoir de cela. Dix ans, pourquoi pas 20 ou 42 ans (avant le prochain référendum) moi, je dis: jamais! » lancera M. Johnson pour qui les électeurs ont hâte d'entendre parler d'emploi et

d'économie. M. Johnson fut visiblement agacé par les questions nombreuses sur la stratégie d'Ottawa de saisir la Cour suprême pour établir le droit du Québec à l'auto-détermination. Ottawa serait mieux avisé de se concentrer sur ses engagements de renouvellement du fédéralisme, de la dernière campagne référendaire.

Ce geste « envoie le message à tout le monde, coast to coast, que le fédéral ne se concentre pas sur le renouvellement du fédéralisme canadien », a-t-il dit qualifiant « d'inopportune » l'initiative d'Ottawa, des « énergies mal déployées », une « confusion » dont est responsable Lucien Bouchard et sa menace de référendum.

Pour Georges Farrah, le gouvernement Chrétien est passablement « déconnecté » pour se relancer dans les stratégies constitutionnelles. « Un an après le référendum c'est le néant, le gouvernement Chrétien fait des scénarios de défaite du référendum. Si un autre référendum survenait, comme il n'y a rien sur la table, ce serait (le fédéralisme) difficile à vendre », soutient-il.

« MM. Chrétien et Johnson ont chacun leur agenda, ce n'est pas terrible qu'ils ne soient pas sur la même longueur d'onde », dira Jacques Lamoureux, président du PLQ, aussi proche des libéraux fédéraux.

Bouchard a fait un 360 degrés complet, soutient le chef libéral

DENIS LESSARD
TROIS-RIVIÈRES

L'engagement de Lucien Bouchard à empêcher le retour à l'unilinguisme dans l'affichage n'émeut pas le chef libéral Daniel Johnson.

Après avoir inutilement exacerbé les passions dans le dossier linguistique, M. Bouchard est revenu au point de départ, la loi 86 adoptée par le gouvernement libéral, souligne-t-il.

« M. Bouchard a fait un 360 degrés complet, la girouette. Il a commencé par tendre la main aux anglophones puis a fait le contraire, semé la division et attisé les feux pendant des mois. Aujourd'hui, il revient à la case départ, la loi 86. Il

tente de s'approprier la paternité de la sérénité linguistique qui suivait la loi 86 qu'on avait adoptée », de souligner M. Johnson.

En marge du conseil général du PLQ, il a soutenu que pendant « six mois on a agité l'épouvantail de la division linguistique, enfin M. Bouchard revient au bon sens, pourquoi avoir divisé les Québécois si ce n'est pas pour nous distraire de l'incompétence économique du gouvernement », de renchérir le chef libéral. Il s'est refusé à faire conjectures sur les problèmes que pourrait avoir M. Bouchard avec les militants du PQ. Il n'avait rien d'autre à faire que de « rebrasser la marmite linguistique », accuse M. Johnson.

Hydro menace d'annuler un contrat rentable pour T.-N.

Presse Canadienne
SAINT-JEAN, Terre-Neuve

Hydro-Québec menace de ne pas renouveler le seul contrat de vente d'électricité rentable pour Terre-Neuve si la province décide d'imposer une taxe à l'exportation, selon certaines sources.

Une proposition mise de l'avant par le chef du Parti conservateur terre-neuvien, Loyola Sullivan, prévoit en effet que la province se prévale de son droit constitutionnel pour imposer une taxe à l'exportation d'électricité, pénalisant ainsi Hydro-Québec qui vend aux États-Unis de l'électricité produite à Churchill Falls.

Selon le quotidien *St. John's Telegram*, qui cite une source de haut niveau au sein du gouvernement terre-neuvien, Hydro-Québec aurait déjà fait part de sa menace de ne

pas renouveler un contrat secondaire qui a permis à Terre-Neuve d'empocher près de 75 millions depuis sa signature, il y a six ans.

Ce contrat, qui est renouvelable sur une base annuelle, permet à Hydro-Québec d'acheter de l'électricité supplémentaire entre les mois de novembre et mars, en période de forte demande.

Le gouvernement terre-neuvien fait plus d'argent avec cette entente secondaire qu'avec celle conclue en 1969 avec Hydro-Québec, et qui s'étend sur une période de 65 ans.

Lors de la négociation du contrat de 1969, Terre-Neuve avait nettement sous-estimé la forte inflation qui allait faire gonfler les prix dans le secteur de l'énergie au cours des années 1970.

Selon le *St. John's Telegram*, le gouvernement terre-neuvien aurait rejeté l'ultimatum d'Hydro-Québec.

Le premier ministre Brian Tobin a pour sa part confirmé que cette entente secondaire représentait l'une des seules sources de profits pour Terre-Neuve dans l'exploitation de Churchill Falls.

« Si ce n'était de cet argent, nous nous dirigerions beaucoup plus rapidement vers une situation où les bénéfices tirés de Churchill Falls seraient nuls, et peut-être même que les opérations seraient déficitaires », a-t-il déclaré.

Une clause de l'entente conclue en 1969 pourrait toutefois empêcher le gouvernement terre-neuvien d'imposer une taxe à l'exportation, selon la même source citée par le quotidien.

Cette clause stipule en effet que Terre-Neuve ne peut imposer de nouvelles taxes sur l'électricité produite à Churchill Falls jusqu'en 2016.

Pas d'argent neuf pour le crime organisé

Presse Canadienne
OTTAWA

Le solliciteur général Herb Gray a déclaré que son gouvernement était favorable à l'adoption de mesures pour rendre plus efficace la lutte au crime organisé.

Il a toutefois précisé que le gouvernement fédéral miserait sur une plus grande coopération entre les services déjà en place plutôt que

sur une injection d'argent neuf pour lutter contre ces activités illicites qui génèrent, selon des experts, pas moins de 20 milliards par année.

M. Gray a endossé plusieurs des propositions mises de l'avant dans le cadre d'un forum de deux jours sur le crime organisé, vendredi et hier.

M. Gray a déclaré que les mesu-

res législatives permettant la concrétisation de ces mesures ne seront probablement pas adoptées avant la fin de 1997.

Le forum sur le crime organisé a réuni des représentants des gouvernements fédéral et provinciaux, de la Gendarmerie royale du Canada, du Service canadien du renseignement de sécurité ainsi que de différents corps policiers.

8 7 5 - B e l l

Le service

InfoBref Bell

Le téléphone le plus lu... Le quotidien le plus écouté!

SERVICE GRATUIT

Service rapide GRATUIT* accessible 24 heures sur 24, 7 jours par semaine, à l'aide d'un téléphone Touch-Tone™.

Pour entendre le contenu de ces différentes rubriques, composez le 875-2355. Puis, au son de la voix, composez le code à trois chiffres correspondant à la rubrique choisie. Pour sortir rapidement de l'une de ces rubriques, faites le 33 puis, au son de la voix, appuyez sur le 9. Vous pourrez alors choisir une autre rubrique.

* Dans la zone d'appel locale seulement.

| | |
|--|-----|
| Nouvelles en bref | |
| La Une: | 110 |
| Nouvelles locales: | 120 |
| Résumé du cahier du sport: | 130 |
| Nouvelles économiques: | 140 |
| Nouvelles nationales et internationales: | 150 |
| Arts et spectacles: | 160 |
| En primeur: | 170 |
| Éditoriaux: | 210 |
| Question du jour: | 220 |
| Question sportive du jour: | 230 |
| Commentaires aux chroniqueurs de La Presse | |
| Claude Picher: | 241 |
| Réjean Tremblay: | 242 |
| Pierre Foglia: | 243 |
| Claude Masson: | 244 |
| Nathalie Petrowski: | 245 |
| Michel Girard: | 246 |
| Alain Dubuc: | 247 |
| Michel Blanchard: | 248 |
| Info-Affaires™ Bell | |
| À surveiller cette semaine: | 311 |
| Nouveaux médias, nouvelles technologies: | 321 |
| Causeries et conférences d'affaires: | 331 |
| Perfectionnement en gestion: | 341 |
| Marketing, communication, vente et service à la clientèle: | 351 |
| Production, qualité et environnement: | 361 |
| Ressources humaines et formation: | 371 |
| Informatique: | 381 |
| Résultats de la loterie | |
| 6/49: | 411 |
| Lotto Super 7: | 412 |
| Sélect 42: | 413 |
| Banco: | 414 |
| La Quotidienne: | 415 |
| Bulletins météorologiques d'Environnement Canada | |
| Région de Montréal: | 421 |
| Prévisions à long terme (Montréal): | 422 |
| Estrie, Québec, Laurentides: | 423 |
| Villes canadiennes: | 424 |
| Villes américaines: | 425 |
| Plaisanciers (Montréal): | 426 |
| Produits et services de Bell | |
| Téléconférence et vidéoconférence: | 530 |
| Services de La Presse | |
| Service des abonnements: | 610 |
| Annonces classées: | 620 |
| Publicité: | 630 |
| Rédaction: | 640 |
| Information sur les concours: | 650 |
| Renseignements généraux: | 660 |
| INFO-ARTS Bell | |
| À surveiller cette semaine: | 710 |
| Danse: | 720 |
| Musique et art lyrique: | 730 |
| Théâtre: | 740 |
| Variétés et humour: | 750 |
| Expositions et musées: | 760 |
| Service personnalisé (accès direct): | 770 |

Abonnés de Bell Mobilité composez sans frais

★ Bref

La Presse

Bell

Défi EMPLOI

Conférenciers invités:

Monsieur Jean Coutu
Président du conseil d'administration et chef de la direction du Groupe Jean Coutu (PJC) inc.

Monsieur François J. Coutu
Président et chef de l'exploitation du Groupe Jean Coutu (PJC) inc.

Déjeuner-causerie

La Chambre de commerce du Montréal métropolitain invite ses membres ainsi que les employeurs du Grand Montréal à assister à un déjeuner-causerie tout à fait exceptionnel qui sera placé sous le thème de l'embauche.

Embaucher c'est investir

Comment faire face aux défis de l'emploi

Le jeudi 3 octobre 1996
De 12 h à 14 h
Hôtel du Complexe Desjardins (Le Méridien Montréal)
4, Complexe Desjardins

Réservations : (514) 871-4001
Places limitées
Aucune annulation acceptée ni remboursement après le mardi 1^{er} octobre à midi.

Billet:
50 \$ membre (taxes en sus)
60 \$ non-membre (taxes en sus)

La personnalité La Presse de la semaine

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence

ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

ROGER D. LANDRY
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

CLAUDE MASSON
ÉDITEUR ADJOINT

MARCEL DESJARDINS
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
EDITORIALISTE EN CHEF

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 29 SEPTEMBRE 1996

Lorraine Bilocq Lebeau

JEAN-PAUL SOULIÉ

Vendredi dernier, le personnel du Centre de référence du Grand-Montréal fêtait les 25 ans de service de Lorraine Bilocq Lebeau. Depuis juin 1989, Mme Lebeau est la directrice générale de cet organisme qui fête son quarantième anniversaire cette année. Elle y a débuté en 1971, à 19 ans, comme employée à la documentation, et en a franchi tous les échelons, vécu toutes les évolutions, et participé activement à toutes les créations de nouveaux services et à tous les efforts de financement qui doivent compléter les apports de Centraide et du Ministère des services sociaux et de la santé.

En 1995, le Centre de référence du Grand Montréal a reçu 93 000 appels téléphoniques, demandes d'aide, de renseignements, de secours... L'année précédente, il y avait eu 91 000 appels, et 89 000 en 1989. Pour répondre à tous ces clients souvent désemparés, neuf téléphonistes chevronnés, et huit employés rémunérés pour assurer les diverses publications de l'organisme sont appuyés par une quarantaine de bénévoles. « Je joue au chef d'orchestre au milieu de tout ce monde, explique Lorraine Lebeau, et tant que j'aurai l'énergie pour relever les défis... Le plus difficile ? certainement la recherche du financement ! »

La Presse souligne ce premier quart de siècle d'engagement social en nommant Madame Lorraine Bilocq Lebeau, Personnalité de la semaine.

Beaucoup de choses ont changé, depuis que, jeune diplômée en assistance sociale et en bibliothécaire, Lorraine Lebeau est entrée au Centre de référence du Grand Montréal. C'était le début des années 70. Elle choisit le secteur privé plutôt que les hôpitaux et le secteur public, parce qu'elle pense y avoir plus de latitude, que l'encadrement serait moins rigide. Dès ses débuts, elle doit s'adapter à des changements sociaux majeurs. La Loi de l'aide sociale entre en vigueur, elle remplace les anciens régimes de pensions aux mères nécessiteuses, par exemple, qui devaient être « quêtées »... C'était l'époque des paroisses et des municipalités, seules ressources avec la Société Saint-Vincent-de-Paul, les crèches.

Comme lors de tout changement important, personne ne sait comment se diriger. « Nous recevions des demandes, sans toujours savoir où diriger nos clients ». Il a fallu prendre exemple sur ce qui existait déjà, à Vancouver, aux États-Unis. « Au début des années 70, on a assisté au développement de services communautaires. Il y avait une effervescence sociale très intéressante, et les demandes étaient à la hausse. Il a fallu y répondre ».

Un service téléphonique de base a été créé, avec des permanents et des bénévoles pour prendre les appels et diriger les demandeurs d'aide. Puis une véritable maison d'édition hautement spécialisée a vu le jour, avec quatre publications... Tous les 18 mois, le Centre lan-

ce un nouveau Répertoire de plus de 1000 pages, tiré à 3000 exemplaires. Vendu 45 \$, ce Répertoire des services communautaires du Grand Montréal est la bible des postes de police, des CLSC, des cliniques médicales, des centres communautaires, etc.

Une seconde publication fournit tous les renseignements sur les 250 résidences privées pour personnes âgées du Grand Montréal, ainsi qu'un guide de recherche. Un Répertoire des ressources communautaires pour personnes itinérantes donne la description d'une centaine de services spécialisés. Enfin un Répertoire de groupes d'entraide fournit de la documentation sur plus de 200 associations.

« Les besoins évoluent continuellement, note Lorraine Lebeau. Nous avons maintenant des itinérants très jeunes, ils quittent les centres d'accueil à dix-huit ans, sans formation, sans travail... Pour les groupes d'entraide, le discours change aussi, depuis que le gouvernement se retire. Les 400 centres répertoriés dans l'édition 1996 constituent une ressource complémentaire aux psy... Les gens vivent des difficultés professionnelles, familiales ». Et, forte de son expérience de terrain, Lorraine Legault ajoute : « Les questions de santé mentale et de violence sont les deux petites soeurs de la misère économique ».

Plus que des compressions dans les fonds publics qui demandent de nouvelles réponses du centre, Lorraine Lebeau veut souligner ce qu'elle appelle « les bons coups », comme l'Aide juridique, qui a permis à bien des gens de faire respecter leurs droits. « Encore là, à cause d'abus, on a maintenant tendance à vouloir jeter le bébé avec l'eau du bain... » Elle salue aussi une certaine reconnaissance des « médecines douces », le rôle reconnu des sages-femmes, etc.

Derniers champs d'action ouverts au Centre : un service d'aide et de référence sur la drogue, accessible de partout au Québec, et un autre service pour les joueurs compulsifs, Teljeu, financé en partie par Loto-Québec. Mais il faut aussi penser aux ressources pour sidéens, dont les appels sont de plus en plus nombreux.

Mère de trois enfants, âgées de 7 à 16 ans, Lorraine Lebeau entend demeurer présente au cœur de tout ce qui peut assurer le rayonnement du Centre de référence du Grand Montréal. Prochain défi : l'informatisation des données que le Centre rend accessible à tous ceux qui en ont besoin, en plus du souci permanent des besoins de financement.



PHOTO ROBERT MAILLOUX - La Presse

« Je joue au chef d'orchestre au milieu de tout ce monde et tant que j'aurai l'énergie pour relever les défis... Le plus difficile ? certainement la recherche du financement ! »

Vingt-cinq ans au service du Centre de référence du Grand-Montréal, dont elle est la directrice générale

Encore plus que du talent, de l'intelligence, même du génie, l'excellence naît de l'effort.

Hydro Québec

BANQUE NATIONALE
il faut penser autrement

ALCAN

La personnalité en personne

C'EST BIEN MEILLEUR LE MATIN

René Homier-Roy reçoit chaque dimanche la personnalité La Presse.

Il nous renseigne également, avec verve et passion, sur l'essentiel, le superflu et l'incontournable. Pour des petits matins de week-end tout en plaisirs et en culture.



C'est bien meilleur le matin

Samedi 6 h 04 à 10 h

Dimanche 6 h 04 à 9 h

Réalisation : Louise Carrière

Radio-Canada
CBF 690